

L'Humanité

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !



rouge

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
22 juillet 1976
No 523
2 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

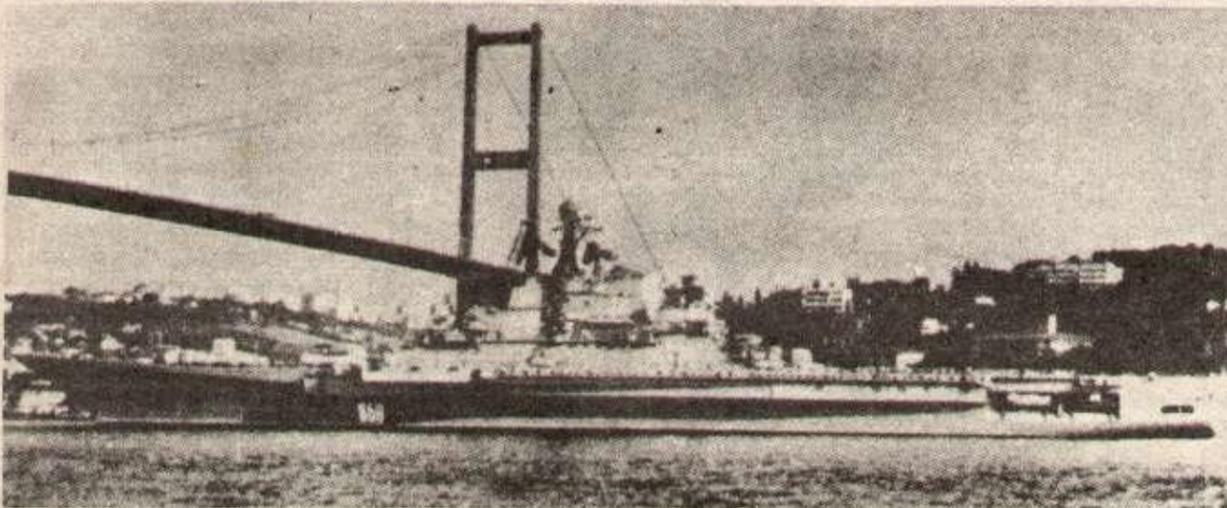
Commission paritaire
No 57952

**Visant à justifier l'emprisonnement
de Romain Le Gal**

LES MENSONGES DE PONIATOWSKI

voir p.5

**L'URSS RENFORCE SA FLOTTE DE
GUERRE EN MEDITERRANEE P.4**



Dernièrement, le porte-avions «Kiev» traversait le Bosphore (photo A.P.)

Jeux olympiques

LES ASSAUTS DU TIERS-MONDE

Lire également : «Les jeux et
les travailleurs canadiens» (p.15)

SOLIDARITE AVEC LES OUVRIERS POLONAIS!

Après les manifestations des ouvriers qui ont obligé les révisionnistes polonais à ajourner les hausses de prix, la répression s'installe.

Sept ouvriers qui avaient participé aux manifestations dans la ville d'Ursus ont été condamnés à des peines allant de 3 à 5 ans de prison.

On annonce que 10 autres ouvriers de l'usine de machines agricoles d'Ursus doivent être également jugés prochainement.

Par ailleurs, à Radom, à 100 km au sud de Varsovie, 6 ouvriers ont comparu devant le tribunal régional de cette ville.

De nouveaux procès sont attendus.

(suite p. 4)

Dans ce numéro...

- De faux amis des peuples arabes p.2
- Le combat des palestiniens p.3
- A propos des déclarations
de Schmidt p.5
- La multiplication des filiales
et la stratégie patronale p.6
- S'opposer à la liquidation des petits
producteurs de lait p.7
- Mazamet : grève générale
dans le bâtiment p.8
- Que veut la direction CFTD ? p.9
- GOP-Révolution : les béquilles
du révisionnisme p.10
- Etc...

Moyen-Orient : à propos d'un article d'Afrique-Asie

«DE FAUX AMIS DES PEUPLES ARABES ET PALESTINIENS»

Décidément, il ne manque plus de «grands» journalistes pour traiter de la situation qui prévaut actuellement au Moyen-Orient, surtout depuis le déclenchement de la guerre du Liban. Chacun à sa manière — du «Figaro» à l'«Aurore» — accumule les «analyses» et noie ses lecteurs sous un amas d'informations qui non seulement ne leur permettent pas de saisir ce qui s'y passe, mais encore leur camouflent l'essentiel de la situation, à savoir : d'une part la brutale intervention des deux superpuissances dans les affaires du Moyen-Orient et leur rivalité aiguë pour s'y tailler des sphères d'influence, et d'autre part, le mouvement de résistance grandissant — à travers d'innombrables difficultés — à la volonté d'hégémonie de l'URSS et des USA. Mais là où on rencontre les analyses les plus véreuses sur cette situation, c'est dans les journaux et revues qui se présentent en défenseurs de la cause des peuples, tels «l'Humanité», les différentes feuilles trotskystes ou encore «Afrique-Asie», généralement moins connue de l'opinion française parce que s'occupant exclusivement des problèmes du tiers monde. C'est ainsi que dans son édition du 28 juin, sous la plume de son éditorialiste Simon Malley, personnage au passé douteux et au présent encore plus suspect, cette revue systématise assez bien les idées qu'on se balance au gré des papiers de «l'Humanité» à «Libération» en passant par «Rouge».

LA VOIE D'OCTOBRE 73

Concentrant toutes ses attaques sur l'intervention syrienne au Liban, cet article se veut être, bien entendu, une défense de la Révolution palestinienne. Or, depuis la guerre d'Octobre 1973, deux lignes sont apparues dans la défense de la Révolution palestinienne. Une ligne qui défend historiquement et conséquemment la Résistance tout en prenant en considération l'ensemble des contradictions au Moyen-Orient, et l'autre qui cherche à opposer de manière antagonique le combat de la Résistance aux autres forces patriotiques arabes, pour briser la lutte solidaire arabe et tenter par là-même de piéger la Résistance palestinienne par certaines alliances locales et internationales. Cette ligne ne vise qu'à faciliter les entreprises hégémoniques du social-impérialisme russe. En effet, la Résistance palestinienne étant devenue une composante fondamentale de l'échiquier politique arabe grâce au combat héroïque de son peuple dirigé par son seul représentant légitime, l'OLP, il était urgent pour le social-impérialisme russe de manœuvrer vite pour tenter de faire basculer la Résistance dans son orbite, en l'isolant, et, à partir de cette place forte, encercler l'un après l'autre les pays arabes pour y faire avancer son influence. Tout cela dans le but d'être en bonne position pour rivaliser avec l'autre superpuissance dans la région. Or, peu avant et après la guerre d'Octobre 73, un mouvement s'était fait jour dans le monde arabe. Celui-ci commençait à battre en brèche la bipolarisation soviéto-américaine qui s'était installée lourdement dans la région à l'issue de la guerre de juin 1967. Le dégagement des forces anti-impérialistes arabes de l'état de cette rivalité représentait un coup important pour le social-impérialisme russe, car les forces patriotiques arabes historiquement opposées au colonialisme, à l'impérialisme et au sionisme, et qui luttaient pour la libération et

l'unité arabes sous la direction de gouvernements nationaux bourgeois, étaient, dans le même temps, des cibles du social-impérialisme russe. A partir de là, on peut voir l'importance vitale pour le social-impérialisme de briser dans l'œuf ce mouvement et de l'empêcher de s'étendre, de prendre racine, et de créer une solidarité nationale arabe sur la base d'une plate-forme de combat anti-impérialiste et anti-social-impérialiste. Dans cette tâche, le social-impérialisme allait se montrer particulièrement agressif.

LES VOLTE-FACE DE MOSCOU

Disons d'emblée que l'indispensable et ferme dénonciation de l'intervention syrienne au Liban contre la Résistance palestinienne ne vaut que dans la mesure où la responsabilité principale, qui est à la base des événements du Liban, est dénoncée et combattue, c'est-à-dire l'intervention des deux superpuissances, et particulièrement le social-impérialisme russe. L'affaiblissement de la Résistance palestinienne, l'exacerbation des contradictions inter-arabes, ne peuvent en définitive que ser-

vir les intérêts des deux superpuissances et particulièrement de la Russie. Car l'intérêt de cette dernière reste et demeure que les Arabes s'entredéchirent. On l'a vu au début de l'intervention syrienne au Liban : le premier jour Kossyguine donne son blanc-seing à cette intervention, le lendemain, c'est la volte-face, l'offensive syrienne semblant en difficulté, le troisième jour c'est l'accueil réservé au souverain hachémite, principal allié de la Syrie dans l'affaire libanaise, le quatrième c'est une nouvelle augmentation des effectifs de la flotte soviétique en Méditerranée. La Russie joue serré et elle manœuvre sur les plans diplomatique, politique et militaire, car toute eau trouble est bonne pour y pêcher, afin de sauvegarder et d'élargir ses intérêts de grande puissance impérialiste.



Que cherche donc Simon Malley, sinon à exacerber les contradictions inter-arabes? Il n'a rien à y perdre et la Russie impérialiste a tout à y gagner. Voyons comment. Parlant de Hafez El Assad, il écrit : «... Le masque qui a trompé pendant si longtemps le monde entier et l'opinion publique arabe est tombé à jamais pour révéler un homme qui a décidé d'adapter sa stratégie à celle de Henry Kissinger et

Plus loin M. Malley brosse un tableau bien sinistre du monde arabe. A l'en croire, celui-ci serait le «paradis» rêvé des impérialistes à qui il suffirait de vouloir des pions politiques pour en avoir. Mais puisque les régimes en question ne sont pas des pions aux mains du social-impérialisme, voilà comment s'opère la sale besogne : accuser d'agent américain tout ce qui n'est pas un jouet docile aux mains de Moscou. Sur quelle base une politique est-elle ou non «identifiée à l'impérialisme» et qui opère cette distinction? Sur cette question cruciale, Malley reste coi, et pour cause! Une politique est identifiée ou pas à l'impérialisme par les révolutionnaires et patriotes arabes sur la base d'une étude scientifique et concrète des contradictions entre tel ou tel régime et les ennemis de la nation arabe.

Et c'est sur cette base seulement que les révolutionnaires et patriotes arabes régleront toute leur politique de différenciation et de distinction concernant les régi-

la politique des «petits pas» et l'accord du Sinai réussirent non seulement à isoler l'Égypte des forces populaires arabes, mais aussi et surtout à couper les ponts entre Le Caire et la Résistance palestinienne, tout en privant le Rais égyptien de l'atout formidable qu'il détenait grâce à son traité avec l'Union soviétique».

C'est l'instruction soviétique, largement connue maintenant de l'opinion publique arabe : utiliser la grande figure patriotique de Gamal Abdel Nasser pour discréditer Sadate et les forces nationalistes arabes qui n'obéissent pas à la baguette russe.

Quant à l'isolement de l'Égypte, Malley et d'autres en rêvent si fort, qu'ils finissent par l'écrire dans leurs articles comme si c'était une réalité. Gageons que les «ponts» rétablis aujourd'hui entre Le Caire et la Résistance palestinienne doivent les faire rager à mort. La suite de la phrase, c'est l'aveu des options de Malley : le Rais égyptien aurait «bêtement» laissé tomber «l'atout formidable qu'il détenait grâce à son traité avec l'Union soviétique». A qui Malley veut-il faire croire cela? On ne le sait que trop : ce traité n'était qu'un atout que pour la seule Union soviétique, qui se moquait bien d'ailleurs des clauses qu'il renfermait. Ce traité a constitué un élément politique de la rivalité soviéto-américaine au Moyen-Orient, à un moment précis de cette rivalité. Pour le reste, il devait faire valeur d'exemple à suivre pour d'autres pays. Quant aux clauses, M. Malley doit certainement savoir de ses «sources» d'information, que l'URSS n'a jamais respecté ce traité prétendument amical! L'annulation du traité fut un camouflet bien réussi donné aux visées hégémoniques de la superpuissance russe et un acte patriotique de grande envergure qui aura permis aux peuples arabes et aux peuples du monde de mieux discerner encore entre leurs vrais et leurs faux amis.

Pour les révolutionnaires et patriotes arabes, il est important tactiquement de faire une estimation juste des différentes positions ennemies afin d'ajuster le tir, la cible à abattre stratégiquement étant claire : les deux superpuissances sont l'obstacle principal à l'accomplissement des tâches nationales des peuples arabes, à la victoire de la cause du peuple palestinien.

Cela dit, Malley termine son article sur une révélation de poids, quand il écrit, parlant de la Résistance palestinienne : «Elle n'acceptera plus les compromis imposés jadis par des régimes complices de l'impérialisme et du sionisme». En guise de compromis, nous n'en savons que deux : l'accord du Caire de 1969 passé entre la Résistance palestinienne et les autorités libanaises et les accords du Caire de 1970, passés entre la Révolution et le régime jordanien. Or, d'une part, ces accords sont toujours reconnus comme valides par la Révolution palestinienne et son commandant en chef Yasser Arafat lui-même, et d'autre part, ils ont été réalisés sous l'égide personnelle du président Gamal Abdel Nasser. En matière de «régimes complices de l'impérialisme et du sionisme», on ne pouvait trouver «mieux», n'est-ce pas? M. Malley n'en est pas à une contradiction près, l'école moscovite ne réussissant même plus à faire éviter à ses élèves les bavures et les faux-pas. Quant à nous, le fait que leur marge de manœuvre soit en train de rétrécir ne peut que nous réjouir. C'est un signe de leur faillite inévitable.

L'EXEMPLE EGYPTIEN

De cela, Malley n'a cure... Sa classification est faite : les régimes arabes qui s'opposent à Moscou sont à la solde des Américains et participent à l'exécution d'un vaste «complot» qui a nécessité pour son «succès» un «certain nombre de préalables» dont le plus important est la neutralisation de l'Égypte. D'après Malley, voilà comment celle-ci s'est effectuée : «La disparition de Gamal Abdel Nasser de la scène politique arabe allait donner à Kissinger l'occasion attendue. Les options de Sadate,

LE COMBAT DES PALESTINIENS

La Résistance palestinienne vit aujourd'hui une nouvelle et tragique épreuve de son histoire. Après les massacres perpétrés par l'armée libanaise en mai 1973, les jours sombres du Septembre noir jordanien en 1970, le harcèlement continu et meurtrier des raids de bombardiers sionistes sur les villages du Sud Liban, à nouveau le fer et le feu s'abattent sur les pauvres abris des camps de réfugiés palestiniens au Liban.

Huit des quinze camps qui regroupent une partie considérable de la population palestinienne vivant dans le pays sont occupés, assiégés, ou pilonnés, par les roquettes des milices fascistes phalangistes ou — et ce n'est pas le moindre drame — par celles des troupes syriennes dont les fusils sont aujourd'hui tournés aussi contre leurs frères palestiniens.

Jisr El Bacha, habité en grande partie par des Palestiniens chrétiens, a été investi le 29 juin par les phalanges qui s'y sont livrées à de véritables massacres.

Tell El Zaatar, regroupant plus de 30 000 hommes, femmes, enfants, vieillards, résiste héroïquement depuis bientôt un mois, ayant déjà repoussé plus de 50 assauts. L'objectif ouvertement avoué des phalanges est de «nettoyer» les îlots de résistance palestinienne dans les secteurs qu'elles contrôlent déjà militairement. Elles avancent ainsi de nouveaux pions vers la réalisation d'une partition du Liban, solution qui agréerait aussi aux forces pro-soviétiques dans le pays.

Rien ne pouvait réjouir davantage les sionistes israéliens et leurs maîtres impérialistes. Ils s'empresseraient en effet d'y voir l'échec de l'objectif pour lequel le peuple palestinien lutte depuis déjà tant d'années : l'instauration sur l'intégralité du territoire de la patrie, d'une Palestine laïque, libre et démocratique où juifs, musulmans, chrétiens, vivraient fraternellement.

Car c'est là le but du combat des Palestiniens celui pour lequel ils souffrent, luttent, pour lequel beaucoup d'entre eux tombent le fusil au poing, depuis toutes ces années d'exil. La réalisation de cet objectif conditionne aussi le retour dans ce Moyen-Orient mis à feu et à sang par l'ambition frénétique des superpuissances d'une paix juste et véritable.

Le chemin pour y parvenir est certes long, difficile, douloureux, semé d'embûches et de traquenards. Mais le mouvement qui y conduit est impétueux, irrésistible, irréversible.

L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DE LA RÉSISTANCE

A L'heure où la Résistance palestinienne lutte à nouveau farouchement pour son indépendance et son autonomie, pour sa survie mé-

me, il n'est pas inutile de rappeler les grandes étapes déjà accomplies vers cet objectif stratégique de son combat.

Que de chemin parcouru déjà depuis les routes de l'exil en 1948 ! Dès 1953 les premiers groupes de résistance armée prennent leur essor. Pour sa part, le 1er janvier 1965, le Fath publie son premier communiqué militaire : «*Jour où commence notre guerre de libération, début d'une traversée bien longue, sur un chemin ardu, mais traversée aux résultats certains, car il n'y a pas d'autre chemin qui mène à la libération. Notre peuple n'a le choix qu'entre la lutte et la soumission : nous n'avons rien qui puisse faire l'objet de compromis ou de marchandage.*»

Après la Guerre des 6 jours, le 21 mars 1968, c'est le tonnerre de la victoire de Karaméh qui confirme la justesse de la voie de la lutte armée.

Dans le même temps, l'unité de la Résistance se renforce, par l'OLP elle s'exprime désormais d'une seule voix sur ses objectifs fondamentaux. En même temps, sous la pression des peuples arabes qui identifient leur propre lutte nationale à celle de la résistance, l'unité des pays arabes se resserre autour de l'OLP, sur la base du respect mutuel exigé par celle-ci : aucune intervention de sa part dans les affaires arabes, pour autant que les États arabes ne s'immiscent pas dans les affaires palestiniennes.

Dés lors, la Résistance palestinienne développe ses activités et accède au statut de mouvement national reconnu internationalement. L'Assemblée générale de l'ONU est contrainte d'en prendre acte et de reconnaître désormais «les droits inaliénables du peuple palestinien». Les Palestiniens ont brisé le carcan qui les enfermait dans la position de réfugiés, de résignés, d'assistés, pour s'imposer en tant que peuple qui réclame ses droits, qui réclame sa terre, qui réclame justice.

LA PALESTINE DÉMOCRATIQUE CONDITION DE LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

C'est ce que traduit le 3e Congrès national palestinien tenu au Caire, du 28 février au 5 mars 1971, quand il affirme : «*La révolution palestinienne est surgie des*

exigences d'une phase historique spécifique qui exige la concentration de tous les efforts vers la Palestine.» Le congrès refuse alors nettement le «Plan d'Husseïn» d'inspiration US de création d'un État palestinien crouillon et lance un vibrant appel au renforcement de l'unité de la Résistance.

La Guerre d'Octobre 1973 a eu des conséquences considérables. Elle a resserré les rangs de la nation arabe, redonné confiance en eux aux peuples arabes, en leur capacité de conduire par eux-mêmes leur destin.

En 1973, le Sommet des non-alignés d'Alger, confirmé plus tard par la Conférence de Raba, a reconnu l'OLP comme seul et unique porte-parole légitime de la Résistance.

Réuni au Caire du 1er au 8 juin 1974, le 12e Conseil national palestinien adopte un «Programme en 10 points». Celui-ci rejette notamment la Résolution 242 de l'ONU, votée aussi bien par les Russes que par les Américains, qui considère la cause du peuple palestinien comme un problème de réfugiés. Il déclare lutter contre tout projet ou toute entité palestinienne dont le prix serait la reconnaissance de l'ennemi. Il réaffirme enfin la voie nécessaire de la lutte armée.

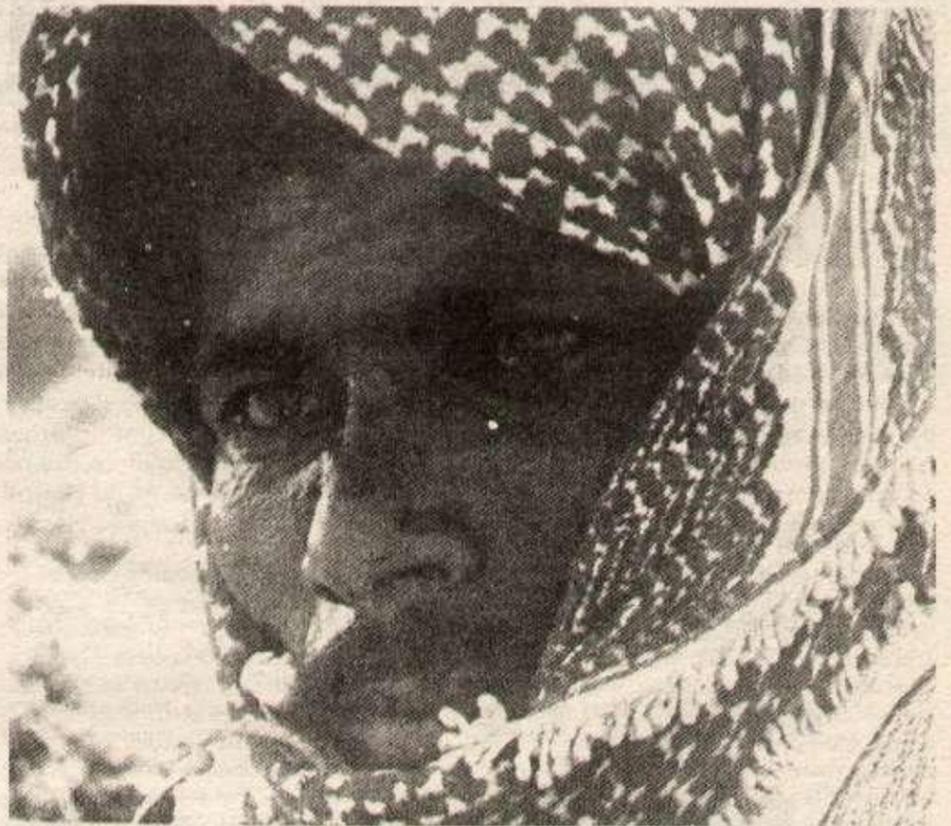
C'est ce programme qui inspire le discours prononcé à l'ONU, le 13 novembre 1974, par Yasser Arafat, président de l'OLP. Désormais plus personne ne peut prétendre ignorer l'existence du peuple palestinien, déformer les objectifs pour lequel il se bat.

Et ceux-là même qui, dans le passé, méprisaient ouvertement sa lutte, comme les sociaux-impérialistes russes, chercheront désormais à la dévoyer, à la briser, de façon détournée. Israël est de plus en plus seul, isolé sur la scène internationale ; l'État sioniste ne serait déjà plus rien sans le soutien ouvert que lui apportent l'une comme l'autre superpuissance.

Les amples mouvements de lutte qui se sont déroulés sur le territoire même qu'il usurpe en Cisjordanie notamment, au cours du printemps dernier, en témoignent clairement.

TOUS LES PIÈGES SERONT DÉJOUÉS

Certes tous ces succès, toutes ces victoires imposées par la lutte et le fusil, sont



jalonnées de tant et tant de complots, de pièges, de fausses embrassades faites à la Résistance pour mieux l'étrangler, de «Plan Rogers» en «Plan Hussein», de Résolution 242 en projet de Conférence de Genève, jus qu'aux tous derniers événements libanais. Mais tous ont été déjoués, un à un, tôt ou tard. Car la Résistance n'est pas seule ; elle a à ses côtés tous les peuples arabes, les peuples du tiers monde en lutte contre le colonialisme, l'impérialisme

et particulièrement l'hégémonisme, tous les militants révolutionnaires, tous les hommes et femmes du monde entier épris de paix et de justice.

Aujourd'hui, à l'une des heures les plus sombres de son combat, où, une fois de plus, elle est menacée dans son existence même, ils sont à ses côtés pour exiger la cessation de l'intervention syrienne, la fin de la guerre civile du Liban, inspirée et entretenue par les deux superpuissances, son droit à

l'indépendance et à l'autonomie dans la poursuite de son objectif national sacré, pour lui réaffirmer leur entière solidarité et leur confiance en sa victoire finale. Quelles que soient la longueur et les difficultés du chemin, un jour, c'est certain, la Palestine vivra, libre et indépendante, alors, selon la belle expression de Yasser Arafat à la tribune de l'ONU, sur cette terre, les rêves deviendront «des réalités de lumière». Palestine vaincra !

Liban

LE CAMP DU PEUPLE

Dans l'attente de la conclusion d'un cessez-le-feu qui serait appliqué par toutes les parties, contacts politiques et combats se poursuivent alternativement ou simultanément au Liban.

On estime maintenant à près de 50 000 morts, plus de 100 000 blessés le nombre des victimes de plus de 16 mois de guerre civile au Liban. Une guerre qui n'est pas faite pour le peuple mais contre lui, contre ses intérêts vitaux. Car il est bien évident qu'il ne peut y avoir de solution militaire à la crise actuelle du Liban. Les différents chefs de file qui orchestrent cette guerre l'ont à nouveau démontré en réaffirmant leurs objectifs politiques.

Les phalangistes, représentants des féodaux et réactionnaires libanais liés à l'impérialisme US ont clairement réaffirmé leur but : rétablir la «souveraineté libanaise» sur l'intégralité du territoire, «y compris sur les camps palestiniens». Les massacres odieux qu'ils perpétuent contre les populations palestiniennes des camps de réfugiés démontrent à l'évidence ce qu'ils entendent faire de cette «souveraineté».

De son côté, Joumbatt a redit que pour lui et les forces prosoviétiques qu'il représente, il s'agissait de «mettre fin au

régime capitaliste en vigueur au Liban et à la nouvelle forme de sionisme isolationniste maronite», ajoutant, pour plus de précision, que «le mot de réconciliation n'existe pas dans le vocabulaire de la gauche» et menaçant de déclencher une «guerre populaire de libération». Pendant ce temps le porte-parole syrien réaffirmait les objectifs de Damas : empêcher qu'au Liban un camp prenne le pas sur l'autre.

Mais au Liban, pas plus la «gauche» que les phalanges ne représentent le point de vue du peuple libanais, celui de la Résistance palestinienne. Pourtant le Liban n'est pas un pays maudit. Il y existe bien un camp du peuple : c'est celui qui rassemble tous ceux, révolutionnaires et patriotes libanais, qui luttent pour la cessation de l'ingérence étrangère, et principalement américano-soviétique, dans le pays, pour la fin de la guerre civile dirigée contre le peuple, pour le soutien à la Résistance palestinienne, à son indépendance et à son autonomie, pour la solution pacifique de toutes les contradictions inter-arabes.

Quelle que soit la confusion qui règne aujourd'hui, c'est ce camp caractérisé par ces bases politiques, qui est appelé à grandir et à vaincre.

APPEL DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DE POLOGNE AUX OUVRIERS ET TRAVAILLEURS POLONAIS

Après l'insurrection populaire qui a récemment soulevé les centres ouvriers polonais, les dirigeants révisionnistes ont battu prudemment en retraite. Le gouvernement vient d'annoncer qu'il était décidé à «réduire sensiblement» la hausse des prix des produits alimentaires dont l'annonce était à l'origine de l'insurrection. Cela ne l'empêche pas de manier le bâton en même temps que la carotte puisque une très dure répression a été déclenchée contre les ouvriers grévistes. Sept d'entre eux ont déjà comparu devant des tribunaux pour des chefs

L'appel déclare notamment : Au cours des cinq dernières années la clique Gierek a fait un grand pas dans la voie de la transformation de la Pologne en une semi-colonie du social-impérialisme russe. Le pays endetté sous le joug du social-impérialisme est devenu un marché à bas prix pour le capital international, ou par ailleurs l'idéologie et la culture bourgeoises occupent une place dominante.

Cinq ans à peine après le massacre sanglant des ouvriers sur des lieux coïncidant par la clique dominante polonaise, les ouvriers sont encore une fois les premiers à déclencher un combat contre les forces contre-

révolutionnaires pour défendre les intérêts de la classe ouvrière et de tous les travailleurs exploités. Ce combat résolu du prolétariat a été couronné d'un succès éclatant. La décision sur l'augmentation des prix a fait long feu, avant même d'avoir été mise en application...

En 1970, comme un voleur, Gomulka tentait, par une augmentation des prix, de prendre plus de 15 milliards de zloty dans la poche des ouvriers, mais recevait un coup de poing. Aujourd'hui, le montant que Gierek demande d'un seul coup pour son compte au prolétariat est de 97 milliards de zloty, correspondant à une

d'inculpation pouvant entraîner de lourdes peines de prison et même la peine de mort.

Face à cette déclaration, le Comité central du Parti communiste de Pologne a lancé le 26 juin un appel aux ouvriers et travailleurs polonais leur demandant de rester vigilants, de s'unir comme un bloc, de s'appuyer sur leurs propres forces pour riposter par une contre-attaque révolutionnaire à toute attaque contre-révolutionnaire de la classe dominante, et de consolider par de nouvelles luttes la victoire déjà remportée.

augmentation du coût de la vie de plus de 16 %. Bien qu'il soit un provocateur très habile, Gierek a reçu lui aussi en réponse un coup de poing, et aucun zloty...

Cette victoire revêt une importante signification, bien que la lutte n'ait pas pris fin. Cette victoire apporte la preuve de la grande puissance du prolétariat et de son unité dans la lutte, et rend toute la classe ouvrière militante et révolutionnaire.

La situation économique en Pologne où domine la dictature d'une nouvelle bourgeoisie, loin de s'améliorer, ne fera que se détériorer d'année en année. Par conséquent, si la classe ouvrière s'en remettait à la propagande démagogique menée par les renégats du communisme et qu'elle agisse comme un mouton docile,

la clique Gierek la dépouillerait de tout sans merci... Ce qui décidera de la victoire définitive, ce ne sera pas le compromis, ni la réconciliation des classes, mais seulement une lutte de classe à mort menée par le prolétariat contre la bourgeoisie...

L'appel conclut : Le prolétariat polonais ne pourra devenir une force puissante que s'il s'organise politiquement au sein de son propre parti révolutionnaire. Ainsi sera-t-il capable, non seulement de repousser avec succès les offensives contre-révolutionnaires, mais aussi de remporter la victoire finale dans la lutte contre la dictature bourgeoise et de prendre entre ses propres mains tout le pouvoir politique.

Nouveau renforcement de la flotte de guerre russe en méditerranée

Ces derniers temps le social-impérialisme russe a renforcé de façon très importante la présence de sa flotte de guerre en Méditerranée. Vendredi 16 juillet un escorteur de la classe «Grisha» a franchi les détroits turcs. Le samedi 17 c'était le tour du croiseur «Ochakov».

Mais c'est surtout l'entrée en Méditerranée du porte-avions «Kiev» qui constitue un événement marquant. Le «Kiev» était en construction en mer Noire depuis plusieurs années. Il transporte à son bord 25 avions de combat. C'est le premier porte-avions russe en Méditerranée. Il sera prochainement suivi d'un second, le «Minsk», encore en construction en mer Noire. Il s'agit d'un pas en avant marquant dans les préparatifs de guerre de l'URSS et dans la rivalité des deux superpuissances en Méditerranée.

Le passage de ce porte-avions géant démontre les intentions agressives de l'URSS. On sait en effet que les porte-avions sont destinés à mener des opérations militaires sur des territoires étrangers et à permettre

notamment des opérations de débarquement. Il s'agit également d'instruments permettant d'exercer des pressions sur les pays riverains en pratiquant la politique de la canonnière.

Ce n'est pas un hasard si la flotte russe se trouve considérablement renforcée alors que plusieurs foyers brûlent ou couvent en Méditerranée.

C'est le cas du Liban, mais c'est aussi le cas de Chypre. Dans chacun de ces points, l'URSS s'emploie à entretenir la tension. Celle-ci crée en effet une situation propice au renforcement de sa pénétration dans la région.

Il est à prévoir que de son côté l'impérialisme US, qui voit d'un œil inquiet le renforcement de la présence de son rival, va prendre de nouvelles initiatives pour essayer de maintenir le rapport de forces.

Plus que jamais, il importe que les peuples méditerranéens s'unissent pour exiger le départ des flottes des deux superpuissances de Méditerranée, pour que la Méditerranée soit aux Méditerranéens.

Solidarité avec les ouvriers polonais

(Suite de la p. 1)

La répression prend également d'autres formes. C'est ainsi que de nombreux ouvriers ont été licenciés et ainsi privés de tout revenu.

Il est clair que par cette répression fasciste, la bourgeoisie polonaise et ses maîtres du Kremlin veulent semer la peur parmi la classe ouvrière polonaise. Mais elle montre surtout leur peur devant le développement des luttes révolutionnaires de la classe ouvrière polonaise.

Des informations commencent à parvenir sur le déroulement des manifestations de juin dernier. Elles montrent que le soulèvement des ouvriers a touché de nombreuses villes. Selon des témoignages, à Radom, 17 personnes auraient été tuées par la police social-fasciste. La population a attaqué et incendié le siège du comité régional du parti révisionniste. Sur les murs, des inscriptions proclamant : «*A bas le parti des traîtres !*» ont été tracées. C'est au chant de «*L'Internationale*» que les ouvriers de la ville sont descendus dans les rues. Des barricades ont été dressées. De violents affrontements ont opposé les travailleurs et la population à la police renforcée de prisonniers de droit commun. 17 personnes ont été tuées. Dans le camp de la police fasciste on compte 75 blessés. Des tribunaux d'exception ont été mis en place dès le lendemain et ont prononcé des centaines de condamnations allant jusqu'à 10 ans de prison.

Telle est la réalité du révisionnisme au pouvoir. Soyons sûrs que malgré la terreur fasciste, la classe ouvrière de Pologne ne cessera jamais son combat pour rétablir la dictature du prolétariat.

MORT AU FASCISME ! SAUVONS GARY TYLER !

En ces fêtes de bicentenaire américain, on parle beaucoup de la soi-disant réussite spectaculaire du capitalisme américain et de son prétendu «modèle de démocratie» pour le monde entier. Bref, tout va très bien dans le meilleur des mondes, et c'est à coups de milliards que les festivités sont organisées pour tâcher de convaincre les vastes masses américaines des «bienfaits» du système.

Mais derrière les flonflons, les frous-frous, les serpents, les majorettes, les clowneries de la récente convention démocrate, derrière les niaiseries que la télé française a pu dire dernièrement sur les USA, derrière les sourires «bon-enfants» de toute une panoplie de bourgeois de service, derrière tout cela, un jeune noir de 17 ans, Gary Tyler, a été condamné à mort parce qu'il était noir et militant progressiste.

Oui, derrière toutes ces mascarades, se cache le hideux visage du fascisme qui n'hésite pas à assassiner ouvriers, membres de minorités nationales, et autres gens de couches exploitées de la population.

Gary Tyler est victime d'une machination raciste. Au cours d'une manifestation contre le bus scolaire, il y a deux ans, un élève blanc était tué. Des pressions avaient alors été exercées par le juge chargé de l'instruction, sur une jeune élève blanche pour qu'elle témoigne contre Gary Tyler, et ce dernier fut condamné sur ces seules accusations, par un jury entièrement blanc et raciste.

Depuis le témoin à charge s'est rétractée et a avoué avoir subi des pressions du juge. Mais les autorités judiciaires ont refusé la révision du procès pour supplément d'enquête.

Depuis plusieurs mois, ce sont des dizaines de milliers de pétitions qui ont été signées pour la libération immédiate de ce jeune frère noir, de nombreuses manifestations se sont déroulées et au cours d'une soirée pour le soutien de Gary, un jeune sympathisant noir, Richard Dunne a été assassiné par des fascistes du Ku Klux Klan.

On veut ainsi faire régner un climat de terreur dans les masses opprimées américai-

nes et l'on voit d'ailleurs une importante résurgence du Ku Klux Klan et du parti nazi américain qui, main dans la main avec la bourgeoisie américaine, perpétuent des séries de crimes et actes terroristes odieux.

Mais au lieu de la terreur c'est de la détermination et de la colère qui animent le cœur des opprimés. Le 24 juillet, une grande manifestation sera organisée à la Nouvelle-Orléans, manifestation organisée par plus de 50 organisations, syndicats et personnalités. Son mot d'ordre sera : Libération immédiate de Gary Tyler.

Que ce mot d'ordre devienne le nôtre et au moment où nous recevons de nombreux témoignages de soutien internationaliste pour la libération du camarade Romain Le Gal, tenons-nous au premier rang pour le soutien de notre frère Gary Tyler.

Michel Bataille

Afrique du Sud

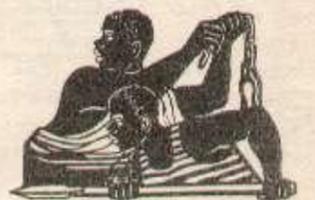
Nouvelles manifestations de la population noire

Mardi 20 juillet se sont déroulées de puissantes manifestations des écoliers noirs dans la ville de Witbank, en Azanie appelée aussi Afrique du Sud par les racistes. D'autres manifestations ont également eu lieu à Middleburg.

Douze bâtiments, notamment ceux représentant le pouvoir des racistes blancs tel que le siège local de l'administration des affaires bantoues, ont été incendiés.

Depuis plusieurs jours, les écoles réservées à la population noire sont fermées à la suite des luttes qui s'y sont développées. Les racistes blancs ont dépêché sur place leurs forces de répression qui ont assassiné un manifestant noir.

Le nouveau crime, venant après ceux de Soweto il y a un mois, ne fera que renforcer la détermination de la population d'Azanie de chasser les racistes blancs.



Depuis plusieurs semaines, les flammes de la révolte de la population noire ne cessent de s'élever.

Rien ne pourra plus enrayer sa marche vers la liberté.

nouvelles intérieures

Visant à justifier l'emprisonnement de Romain Le Gal

Les mensonges de Poniatowski

Le 10 juin, Poniatowski adressait au député-maire de Lorient une lettre visant à justifier l'arrestation de Romain Le Gal et l'inculpation de quatre autres de nos camarades par la cour de sûreté de l'État. Cette lettre a été rendue publique à l'occasion du rassemblement tenu à Lorient le 11 juillet.

Elle montre si besoin en était que l'affaire est entre

les mains du gouvernement.

Par ailleurs, elle prouve que pour tenter de justifier le maintien en prison de Romain et les inculpations, Poniatowski est obligé de mentir. Cette lettre est en effet un tissu de mensonges. En voici la preuve.

Deuxième paragraphe : Poniatowski veut faire croire au « flagrant délit ». Or les faits se sont déroulés ainsi :

le 6 avril au soir, Romain Le Gal, Jean et Geneviève David discutent dans la rue. Une voiture de la brigade spéciale d'intervention de Lorient surgit. Les flics relèvent l'identité des trois camarades et fouillent leur voiture sans rien y trouver. Ceci se passe dans un lieu éloigné des affiches et bombages incriminés. Par ailleurs de nombreux témoins ont depuis affirmé que les bombages étaient faits 2 ou 3 jours avant le 6 avril. A aucun moment les camarades n'ont été surpris en train de coller des affiches ou de faire des bombages du PCMLF. Comme on le voit tout ce que dit Poniatowski est mensonger.

Troisième paragraphe et la suite : les perquisitions n'ont pas eu lieu le lendemain matin mais le jeudi 8 à 6 heures du matin. Sans doute le temps que des décisions soient prises en haut lieu.

La police se présente au domicile des camarades pour les arrêter et perquisitionner. Sans mandat autorisant la police à cela. Jean et Geneviève David refusent donc de laisser entrer la police. Un moment après, le quartier est bouclé et c'est par la force que les perquisitions et les arrestations ont lieu. C'est en violation de la légalité bourgeoise elle-même que les perquisitions et arrestations ont eu lieu.

C'est tout cela que Poniatowski veut cacher.

A propos des déclarations du chancelier allemand Schmidt

LES DEUX SUPERPUISSANCES, L'ITALIE ET LA FRANCE

Les révélations faites par le chancelier ouest-allemand Schmidt selon lesquelles lors du sommet de Porto-Rico, les USA, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France se sont mis d'accord pour refuser toute aide économique à l'Italie en cas d'arrivée des révisionnistes italiens au pouvoir ont provoqué une intense agitation dans les différents pays européens et notamment en France. Le chancelier allemand devait préciser que l'absence de ministres révisionnistes était « une condition politique » à toute aide économique envers l'Italie. Ces déclarations prennent toute leur importance quand on sait que ces derniers mois d'importants prêts économiques ont été consentis à l'Italie qui traverse une très profonde crise économique. Elles signifient très concrètement qu'en cas d'agression des révisionnistes au pouvoir des pressions économiques seraient exercées afin de provoquer le chaos dans l'économie italienne, celle-ci dépendant pour une bonne part de l'aide des autres pays capitalistes.

A vrai dire ces déclarations n'ont rien d'extraordinaire. Elles sont à replacer dans le cadre de la rivalité des deux superpuissances pour le contrôle de l'Europe. Déjà ces derniers temps de nombreux représentants de l'impérialisme US avaient fait savoir qu'ils ne toléreraient pas la présence du parti de Berlinguer au gouvernement. Il est clair en effet qu'un gouvernement à participation révisionniste signifierait un recul des positions américaines en Europe

et un renforcement de celles de l'URSS. Compte tenu du rapport de force entre les deux superpuissances en Europe, les USA ne peuvent tolérer de perdre leurs positions en Italie, ou même de les voir affaiblies. Berlinguer qui a multiplié les efforts pour tenter de rassurer l'impérialisme US a échoué. Nul mieux que ce dernier connaît ses intérêts.

Quant aux trois gouvernements européens qui ont participé à cet accord, il est clair que pour eux aussi l'objectif est de ne pas laisser se renforcer les positions de l'URSS en Europe.

L'accord rendu public constitue un avertissement à la bourgeoisie italienne. Celle-ci comme on a pu le constater est divisée et hésitante sur l'attitude à adopter à l'égard du parti révisionniste italien. De larges secteurs voient en effet en lui le garant de l'ordre et de « la paix sociale ». Ils veulent s'appuyer sur lui pour tenter de sortir le système capitaliste de la crise. Les déclarations de Schmidt signifient : « Si le PCI participe au gouvernement, loin de s'arranger, votre crise s'aggravera. »

Il est clair également que ces déclarations ne concernent pas seulement l'Italie. Elles visent aussi la participation des révisionnistes à un gouvernement en France. C'est une des raisons pour lesquelles elles ont placé Giscard d'Estaing dans l'embarras. Celui-ci a reproché à Schmidt son manque de discrétion.

La présence du PCF au gouvernement amènerait également de multiples

pressions de la part des USA notamment et conduirait le PCF à s'appuyer encore plus sur l'URSS pour se maintenir au pouvoir.

Les déclarations de Schmidt mettent surtout dans l'embarras les dirigeants du PS. C'est une mise en demeure de rompre leurs liens avec le PCF et de ne pas aller avec lui au gouvernement. C'est pourquoi une délégation du PS s'est immédiatement rendue à Bonn. Il est à prévoir qu'elles vont encourager la tendance au sein du PS à gouverner sans le PCF. On peut s'attendre à de nouveaux rebondissements des querelles au sein de « l'Union de la gauche ». Plus tôt que prévu, le PS pourrait se trouver obligé de faire ses choix.

En ce qui concerne les travailleurs, s'ils doivent tenir compte de ces rivalités (quand les bandits se battent c'est profitable aux honnêtes gens) ils doivent se garder de soutenir un camp de la bourgeoisie contre l'autre. Les fractions concurrentes de la bourgeoisie chercheront en effet toujours à résoudre leurs conflits sur le dos du peuple et contre lui. C'est à la révolution prolétarienne qu'ils doivent se préparer. Et s'il est nécessaire de combattre les ingérences de l'impérialisme US en France, il l'est tout autant de combattre celles du social-impérialisme russe dont les dirigeants du PCF sont les fourriers. Le bruit fait en direction de l'impérialisme US ne saurait cacher les manœuvres de l'URSS en vue de dominer l'Europe.

LE MINISTRE D'ÉTAT
MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

PARIS, le 10 JUILLET 1976

CAB/CP/N° 15508-P

Monsieur le Député,

A la suite de l'interpellation à leur domicile et de la conduite au commissariat de six habitants de LORIENT, vous souhaitez avoir des précisions à ce sujet.

Je vous informe que dans la nuit du 6 au 7 avril dernier, une patrouille du corps urbain de LORIENT a surpris deux hommes et une femme collant des affiches et peignant des inscriptions en faveur du Parti communiste marxiste léniniste de France, mouvement dissout par décret du 12 juin 1968. Ces personnes ont été conduites au commissariat, et relâchées après vérification d'identité.

Les perquisitions effectuées le lendemain matin à leur domicile ont mis en cause trois autres Lorientais.

Deux enquêtes ont alors été diligentées pour dégradation d'édifice public et pour reconstitution de groupement dissout.

Les perquisitions et arrestations ont été effectuées conformément aux dispositions du Code Pénal et les enquêtes ont été diligentées, l'une selon la procédure du flagrant délit, l'autre suivant les instructions particulières fixées par la loi du 15 janvier 1963.

Je vous prie de croire, Monsieur le Député, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Monsieur Yves ALLAINMAT
Député du Morbihan

Michel PONIATOWSKI

LE TEMPS DES ASSASSINS

Gilles Olivier avait 18 ans. Dans la nuit du vendredi 9 au samedi 10 juillet, un flic l'a abattu d'une balle, dans les rues de St-Denis.

Il avait les mains nues et a été atteint dans le dos. Toute la nuit, son sang s'est échappé et c'est le samedi matin qu'un passant l'a découvert, mort.

Il s'agit d'un crime. Pour suivi par les flics, Gilles s'enfuyait en courant. Le chef des flics a tiré en sachant qu'il allait tuer. Parmi les jeunes de St-Denis, la colère est grande devant cet assassinat. Evidemment, une fois de plus on cherche à justifier le tueur et à faire porter la responsabilité sur la victime. Encore un peu et on

oserait nous dire que les flics étaient en légitime défense !

Les responsabilités de cet assassinat sont claires. Il s'agit d'abord de celles du gouvernement et de Poniatowski. Des consignes ont été données aux flics pour qu'ils n'hésitent pas à faire usage de leurs armes. Ce n'est pas un hasard si depuis quelques temps on a assisté à toute une série d'événements du même genre. Il n'y a pas si longtemps, un employé de banque et un travailleur portugais étaient abattus à leur domicile.

Le gouvernement veut créer un climat de crainte et préparer ses flics à faire un usage encore plus systématique de leurs armes. De plus, il veut que quand un

flic tue, il soit admis que c'est lui qui a toujours raison. Ce n'est pas par hasard que dernièrement, Poniatowski a apporté son soutien aux flics qui avaient tué un employé de banque.

Mais les responsabilités sont ailleurs encore. Que dire en effet des dirigeants du PCF dont St-Denis est une des municipalités, et qui ne cessent de réclamer l'installation de nouveaux commissariats et le renforcement des effectifs de police ? Tout comme Poniatowski, ils présentent les flics comme les garants de la « sécurité » et mènent campagne pour le renforcement du quadrillage policier. Ils présentent ainsi les assassins d'autres Gilles Olivier.

QUAND LE PCF RECRUTE DU COTE DE CHEZ LON NOL

« Action », tel est le titre de la feuille que les révisionnistes distribuent sur les entreprises. Et voici ce qu'on peut y lire dans son numéro de juin 76 à propos du recrutement du PCF dans les usines Chausson :

« Christian Vogh, OP1, insiste très vigoureusement sur la confiance que les travailleurs immigrés témoignent aujourd'hui aux communistes : "Ils comprennent que nous ne les tenons pas à l'écart... Que contrairement aux gauchistes, nous ne les embarquons pas dans des coups fourrés pour ensuite les laisser tomber... On a même vu adhérer huit Cambodgiens qui avaient fui le nouveau régime de leur pays..." »

Et voilà, ils se vantent de

recruter des partisans de Lon Nol, baptisés pour l'occasion « travailleurs immigrés » ! Le peuple cambodgien avait déjà pu estimer

à leur juste valeur ces prétendus amis lors de sa guerre de Résistance. Ces faits ne pourront que le confirmer dans son opinion.

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à adhérer à l'organisation des Communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, « l'Humanité rouge » peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante* :

Nom Prénom
Adresse
Signature

* Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.

LA MULTIPLICATION DES FILIALES

PIECE IMPORTANTE DE LA STRATEGIE PATRONALE

Dans l'«Humanité rouge» du 29 juin, un de nos correspondants décrivait les «difficultés de la lutte contre les licenciements dans une petite entreprise». En fait, la petite entreprise en question est une des 34 filiales d'un groupe et l'article posait le problème général de la prolifération des filiales, de sa signification dans la stratégie patronale, et de la riposte nécessaire des travailleurs. Tentons de démonter la mécanique.

Depuis 1958, le système productif français est plongé dans un processus de restructuration profonde, qui s'est précipité à partir de 1964 et que la crise pétrolière de l'automne 1973 a encore accentué. Si l'on procède à une analyse par secteurs d'activité, on constate certes que certains de ceux-ci voient leurs potentialités augmentées alors que d'autres éprouvent des difficultés accrues. Le schéma ci-contre (repris d'un article du «Monde» du 9-9-75) résume cette inégalité de développement.

Il n'empêche que, globalement, la part des investissements dans le produit national a augmenté de plus de 40 % en une quinzaine d'années. De plus, dans cette part, celle des entreprises privées a presque doublé. Autrement dit, il y a eu substitution accélérée du capital au travail, donc un développement «capitalistique» privilégiant les firmes privées.

Sans entrer dans une étude plus poussée qui dépasserait le cadre de cet article, notons les caractéristiques de ce développement :

- il n'est pas accompagné d'une augmentation de l'efficacité technique.
- il confirme la théorie marxiste de la baisse tendancielle du taux de profit.
- la logique du marché capitaliste oriente les capitaux vers les secteurs à haute rentabilité et non vers les branches les plus créatrices de productivité économique.
- le gouvernement a allégé la fiscalité ou accordé diverses subventions pour permettre aux firmes de maintenir leur taux de profit.

- enfin, la concentration industrielle se fait au bénéfice principal des grands groupes. Car la seule analyse par branches négligerait le rôle de ces derniers, dont l'activité dépasse et traverse les frontières sectorielles. Un exemple frappant : Paribas qui pratiquement couvre tous les secteurs.

Profitant d'une législation qui ne reconnaît pas la notion de groupe, mais prend pour seul critère la nature de l'activité pour justifier «l'autonomie» des entreprises, le patronat a fourbi une arme de choix : les *filialisations*.

Il n'est pas inutile de décrire la technique employée. Sa base est simple : c'est la «prise de participation», c'est-à-dire le fait pour une société de posséder un certain nombre d'actions (ou éventuellement de parts) d'une autre société. Détenir un «paquet d'actions» peut d'ailleurs correspondre à deux types d'attitudes : simplement opérer un placement rémunérateur ou, le plus souvent, exercer une domination.

Trois grands types de prise de participation sont employés :

- *simple* lorsqu'elle ne s'opère que dans un sens. La loi ne fixe pas de montant maximum. Le ministère des Finances peut toutefois limiter le montant des participations étrangères dans les sociétés françaises.
- *réciroque ou croisée* lorsque plusieurs sociétés détiennent des fractions plus ou moins importantes de leur capital respectif. Légalement il ne peut y avoir de participation réciroque dès qu'une société possède plus de 10 % du capital d'une autre société. Mais alors les directions ont re-

cours à la participation *croisée*, faisant intervenir des sous-filiales ou des filiales communes, construisant un écheveau inextricable de liaisons : il n'est qu'à avoir devant les yeux des organigrammes de groupes tels que CGE ou Thomson, pour ne citer qu'eux !

Mais c'est l'analyse de l'origine de la prise de participations, souvent cas par cas qui permet d'évaluer l'intensité du contrôle. Elle peut se faire au moment de la création : la plupart des sociétés par actions nouvelles sont créées actuellement par des sociétés anciennes ; par scissions successives (Paribas est spécialiste du genre) ; par cession de participations ou achat à la Bourse. Enfin les grands trusts ont mis au point une technique raffinée que leur permet leur hégémonie, l'offre publique d'achat ou OPA. L'opération prend souvent une allure spectaculaire : elle consiste pour une société A - dite «opératrice» - à indiquer publiquement aux actionnaires d'une société B - «opérée» - qu'elle est prête à leur acheter leurs titres à un prix supérieur au cours de la Bourse.

Les arguments employés, notamment lors des scissions, reviennent comme un leitmotiv : une meilleure gestion «plus près de la réalité économique» (spécificité de l'activité) et la recherche de l'efficacité.

En fait les méthodes de la comptabilité industrielle peuvent permettre la «meilleure gestion», sans qu'il soit pour autant besoin d'avoir recours à l'autonomie complète sur le plan juridique.

Les vrais buts

En fait, par le biais de multiples filiales, d'ailleurs souvent disséminées sur l'ensemble du territoire, les groupes veulent, à tout prix, éviter les trop grandes concentrations de travailleurs, génératrices de conflits violents, et «casser» toute forme d'organisation syndicale. C'est ainsi, notamment, que les sociétés mères, les «holdings» auront rarement des effectifs dépassant le chiffre 50, ce qui implique l'absence de comité d'entreprise, seule instance devant laquelle pourraient être discutés le bilan «consolidé» du groupe et son évolution. Le fait que les différentes sociétés ont leur autonomie comptable, économique et juridique interdit par ailleurs le «comité central» d'entreprise.

Cette division des travailleurs sera accentuée par le rattachement à des conventions collectives différentes, donc à des systèmes de rémunérations et de qualifications différents. Alors que le pouvoir de décision restera concentré, on lui donnera un caractère insaisissable, rendant la lutte malaisée. Les «véritables patrons» seront cachés.

QUELQUES CHIFFRES ELOQUENTS

Sur 10 % des groupes français de sociétés, soit 24 groupes financiers, on peut recenser 1 158 sociétés, faisant l'objet de 1 439 participations. Sur ce chiffre, presque les 2/3 - soit 763 sociétés - sont des filiales communes à une ou plusieurs sociétés du groupe d'une part, ou à une ou plusieurs sociétés étrangères au groupe d'autre part. Cette proportion reste extrêmement stable d'un groupe à l'autre.

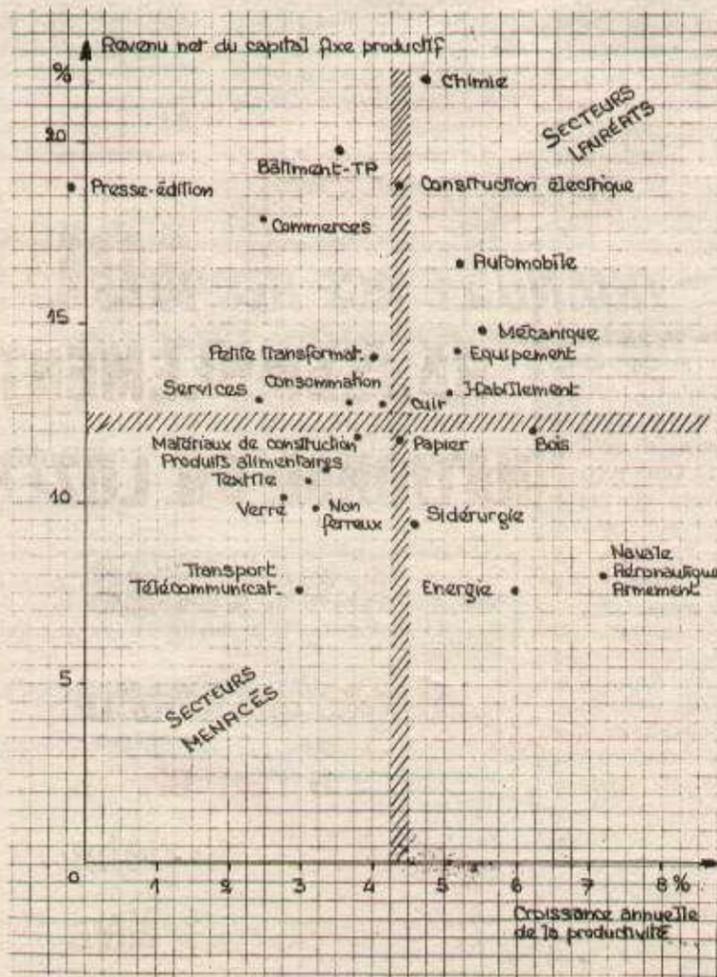
60 % de ces filiales communes ont une seule société mère extérieure au groupe de référence et 40 % ont leur capital réparti d'une manière équilibrée entre 3, 4 ou 5 sociétés mères.

Enfin autre dérobade : en cas de «défaillance financière» d'une filiale, qui doit acquitter les dettes envers les salariés, la filiale elle-même, ou la société-mère, véritable employeur original ? Question encore plus redoutable lorsqu'il s'agit de la garantie de l'emploi du salarié. L'expert-comptable choisi par le CE de Ductair (HR du 29-06) concluait justement sa «note préliminaire sur la situation de la société» en réclamant un examen du groupe auquel appartient Ductair : malheureusement, la législation ne rend pas cet examen obligatoire.

Aux travailleurs de se donner une organisation efficace

Dans leurs structures statutaires, rigoureusement calquées sur l'organisation capitaliste du travail (fédérations correspondant aux secteurs d'activité), les organisations syndicales ne répondent pas à la nécessité d'opposer à une direction patronale unique une coordination centrale des instances représentatives du personnel. Si, lorsqu'une lutte éclate dans une des multiples filiales d'un groupe, elle n'est pas d'abord popularisée, puis étendue et coordonnée à l'ensemble des sociétés du groupe, dirigée vers les «véritables patrons», alors il y a fort à parier que c'est une *lutte perdue d'avance*, à plus ou moins courte échéance. Ceci, bon nombre de travailleurs l'ont déjà compris et les exemples de «collectifs» se multiplient (Hachette, CGE, Rhône-Poulenc, etc.). Il faut œuvrer dans ce sens et ne pas craindre de dépasser les «condamnations» confédérales.

Pour sa part, notre journal s'efforcera de contribuer à ce travail indispensable : ses colonnes seront largement ouvertes aux initiatives des travailleurs.



TARIFS D'ABONNEMENT A L'HUMANITE ROUGE

	PLI OUVERT	PLI FERME
1 mois	32 F	60 F
3 mois	95 F	180 F
6 mois	190 F	360 F
Soutien	300 F	500 F

L'HUMANITÉ ROUGE - BP 61 - 75861 Paris cedex 18
C.C.P. : L'Humanité Rouge N°30 226 72 - La Source

SECHERESSE

S'OPPOSER A LA LIQUIDATION DES PETITS PRODUCTEURS DE LAIT



Depuis quelques mois, des rumeurs circulent dans les cantons de nombreux départements de l'Ouest suivant lesquelles les laiteries ne prendront plus le lait des petits producteurs. Ces rumeurs, ce sont les laiteries elles-mêmes qui les font circuler pour observer les réactions locales et passer à l'application si les protestations ne s'élèvent pas suffisamment. Dans le Nord-Finistère, en décembre 75, 70 petits paysans reçoivent une lettre de préavis de la coopérative de Ploudaniel : « Votre secteur passe à un ramassage tous les trois jours. La quantité de lait que vous livrez journellement ne permet pas la mise en place d'un bac. Si vous n'augmentez pas, nous serons dans l'obligation de cesser la collecte dans trois mois. » Dans d'autres secteurs, les petits paysans sont visités individuellement par des démarcheurs. On leur propose un tank, en leur mettant en avant les avantages, qualité, primes, etc. mais en laissant croire au producteur que s'il n'accepte pas, son lait ne sera plus ramassé. Des inconvénients, le démarcheur n'en parle pas : entretien, location du tank, etc.

Ces opérations sont immédiatement rentables pour les trusts : peu de ramassage, simplification à la réception, suppression de la chaîne de lavage de bidons,

suppression de personnel, donc des profits immédiats pour les trusts. Mais la politique de ces entreprises va beaucoup plus loin. Elle fait partie d'un véritable plan de liquidation de la petite production laitière. La raison de cette politique est la recherche de la part des trusts du profit maximum. Il faut savoir en effet que les monopoles de l'industrie laitière se sont créés et développés à partir de l'exploitation du travail de leurs ouvriers salariés et aussi à partir du véritable pillage du travail des petits paysans qui représentent encore la majorité des producteurs de lait dans l'Ouest. Ce pillage est directement lié au développement du capitalisme monopoliste d'État en France et à sa mainmise sur le développement de la production agricole. Parce que les monopoles, avec l'aide de l'État, imposent les prix à la production comme à la consommation, du fait de leur toute-puissance dominante dans l'économie. Ainsi, les monopoles ayant la haute main sur l'industrie de transformation du lait peuvent imposer aux petits producteurs un prix d'achat à la production le plus bas possible. Liquidier par de multiples moyens la petite production laitière est un objectif des monopoles de l'industrie du lait pour maintenir et accroître ses

profits. Cela tient particulièrement au fait que la moyenne et grosse production produit à moindre coût en rapport à la petite, du fait de conditions matérielles meilleures.

Les prix du lait à la production sont basés relativement en fonction de la valeur des produits fournis par la petite production donc plus élevés que la moyenne et la grosse (le prix moyen actuel payé par les trusts et imposé par eux permet à peine aux petits de subsister). En déterminant une politique qui accélère l'appauvrissement des petits exploitants, les monopoles et l'État espèrent ainsi payer le lait relativement plus bas à la production (par exemple en ne l'augmentant pas, alors que les prix industriels augmentent) tout en le vendant ainsi que ses produits transformés toujours plus cher à la consommation.

Pour pouvoir appliquer une telle politique, les monopoles contrôlent en France la production laitière, accélèrent leur mainmise sur les industries intermédiaires privées ou coopératives. Si bien que le capital est concentré dans un minimum de mains. Ainsi, au cours de la période de 68 à 74, le nombre d'industries privées ou coopératives laitières est passé de 6 000 à 2 250, employant près de 100 000 sa-

lanés avec un chiffre d'affaires d'environ 25 milliards de francs. Parmi ces différentes laiteries, les 7 premiers groupes monopolistes contrôlent et font la loi sur le marché et réalisent plus de la moitié du chiffre d'affaires de l'ensemble.

En deuxième lieu, les monopoles font appel à l'État et son gouvernement quel qu'il soit pour mettre à leur service ses fonctionnaires des différents services liés au ministère de l'Agriculture ainsi que les syndicats qui y sont dévoués de près ou de loin. Ainsi « l'interprofession » est utilisée par les monopoles et l'État sous un semblant de concertation entre producteurs et industriels pour faire avaler cette politique aux petits producteurs. Ainsi est mise en place une série d'organismes spécialisés qui définissent en collaboration avec le syndicalisme lié au gouvernement (FNSEA) les prix de ramassage, la façon de verser le prix indicatif, etc.

IL FAUT CONTRECARRER CETTE POLITIQUE

Là où il y a exploitation à outrance il y a nécessairement un jour ou l'autre développement et organisation de luttes contre cette exploitation et ce pillage. Bien sûr, dans leur plan d'augmentation incessante des profits les monopoles qui dominent le marché du lait ne tiennent pas compte de la résistance et de la lutte des petits exploitants. Ils ont tort mais ils n'y peuvent rien. De plus en plus de petits producteurs de lait, fermiers, métayers ou petits propriétaires ainsi qu'un certain nombre de paysans moyens également exploités prennent conscience du véritable pillage de leur travail par les monopoles, et qu'ils ne pourraient s'en sortir qu'en s'organisant eux-mêmes, en définissant leurs revendications légitimes pour eux-mêmes et non pour les gros. C'est pourquoi de plus en plus ils aspirent à un véritable syndicat de classe qui les défende en priorité parce qu'ils en seraient la base et la direction. D'ores et déjà, dans plusieurs départements de l'Ouest, les petits producteurs de lait disent non à la suppression du ramassage de leur lait, ils commencent à s'organiser pour faire front aux entreprises qui voudraient les éliminer.

Hausse de 8,75 % des aliments du bétail

UN AVANT-GOUT DE L'AIDE PROMISE PAR L'ÉTAT

Chacun le sait, la sécheresse qui a sévi 2 mois durant dans les régions de l'Ouest a gravement compromis la récolte de fourrage pour l'alimentation du bétail cet hiver : faible rentrée du fourrage qui atteint particulièrement les petits producteurs de lait.

D'un autre côté, l'État et ses représentants du gouvernement jurent leurs grands dieux que les revenus 76 seront identiques à ceux de 75. C'est sans doute ce qu'ils envisagent pour les paysans aisés mais nullement pour les autres. Le gouvernement, suite à une réunion de ses représentants, des trusts de l'alimentation du bétail, avec les syndicats qui lui sont directement liés vient de donner le feu vert

pour une augmentation de 8,75 % du prix des aliments de bétail.

D'autre part, un aliment de bovins spécial, concurrençant la paille sera disponible au prix de 100 F le quintal, ainsi qu'un aliment complet au prix de 130 F le quintal. Ces mesures, favorables aux gros industriels agro-alimentaires donnent un avant-goût de ce que l'État envisage pour ses fameuses aides en octobre.

Les petits producteurs de lait exigent non pas des mesures qui accroissent les profits exorbitants des capitalistes mais de véritables aides financières de la part de l'État. Ils exigent une aide immédiate de 5 000 F comme dédommagement des pertes qu'ils ont subies.



Pendant la « guerre du lait » en 1972.

Comment s'opposer aux saisies

En septembre-octobre, les conséquences de la sécheresse se feront durement sentir pour les petits paysans des régions sinistrées. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard. C'est le gouvernement, prévoyant la mobilisation paysanne à cette période, qui a choisi cette époque pour son simulacre de discussion des prix et des aides. Parmi les conséquences, il faut s'attendre au développement des saisies chez les petits fermiers, métayers ou petits paysans, saisies généralement accompagnées de la vente du matériel agricole, des bêtes et même parfois des meubles sur place.

Il faut faire échouer ces ventes-saisies. Pour cela, la voie la plus sûre est la suivante :

1) Il faut être sur place en nombre ce qui nécessite une bonne préparation. Dès que la menace sur un tel se fait, il faut agir avec rapidité, alerter l'ensemble des paysans de la commune et du canton s'il le faut. Il faut organiser une réunion,

faire des affiches écrites à la main, rédiger des tracts simples, des articles pour la presse. Tout doit être mis en action.

2) Si on n'a pas pu empêcher que la saisie puis la vente aient lieu il faut arriver en nombre sur le lieu de vente, ne pas perdre de vue l'huissier, ne pas le lâcher d'une semelle. Il faut se mettre au premier rang, couvrir les voix des éventuels acheteurs en s'aidant de sifflets ou d'autres instruments sonores. En plus, il faut prévoir d'écarter les acheteurs qui tenteraient d'approcher de l'huissier. Si on veut faire ainsi, la vente n'aura pas lieu puisque l'échec de la saisie ou de la vente-saisie dépend du nombre de paysans rassemblés et venus pour l'empêcher. Le problème essentiel est donc de persuader la masse des paysans petits et moyens qu'en défendant un camarade menacé ils se défendent eux-mêmes, œuvrent pour leur intérêt, pour des secours immédiats remboursant les pertes dues à la sécheresse.

7 ET 8 AOUT RASSEMBLEMENT NATIONAL EN LOZERE A NAUSSAC

Répondez nombreux
à l'appel

du comité de défense
de la vallée de Naussac



BATIMENT A Mazamet

GREVE GENERALE JUSQU'A LA VICTOIRE

Mazamet, petite ville du Tarn de 16 000 habitants près de la Montagne noire, au sud du Massif central, connaît une certaine effervescence. Son industrie traditionnelle du délainage et du cuir subit une grave crise. A plusieurs reprises déjà la bourgeoisie locale en a fait retomber le poids sur les ouvriers du textile. Aujourd'hui c'est le patronat du bâtiment qui, remettant en cause des avantages acquis, a déclenché une attaque frontale contre les travailleurs du gros œuvre. La classe ouvrière de la construction, particulièrement combative et organisée, a vigoureusement réagi : depuis le 22 juin, c'est la grève générale.

En cette fin de juin, la ville, qui semblait prête à se laisser gagner par la torpeur de l'été brûlant, s'est trouvée brusquement réveillée. Par trois fois, 250 travailleurs décidés ont sillonné ses rues, martelant leurs revendications, créant quelque émotion et affolement du côté des notables. C'étaient les gars du bâtiment, ceux qui peinent et qui suent sous la chaleur torride, derrière les palissades, ceux qui, croit-on, endurent leur misère en silence. Les laissés pour compte, des travailleurs immigrés à 90 %, arabes, portugais, turcs, espagnols, unis comme les doigts de la main qui se sont dressés pour défendre leurs conditions de vie et de travail.

LA PROVOCATION

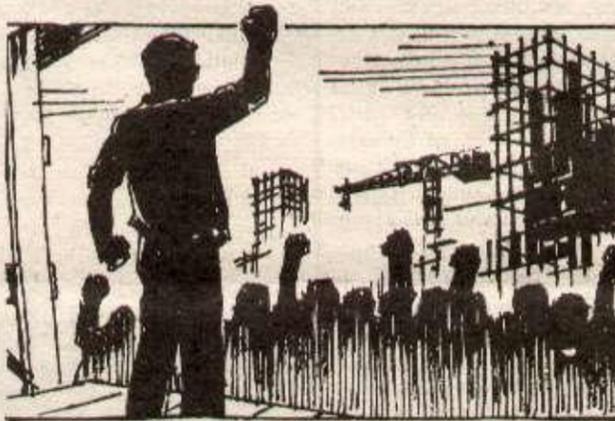
Comment l'appeler autrement ? A la suite du sinistre accord national de la construction signé par FO et la CFDT, le patronat du gros œuvre, remettant en cause

de l'accord national abaissant les horaires du bâtiment à 45 heures mais sans compensation de salaire, le patronat de Mazamet n'a pas hésité une seconde pour supprimer, sans s'embarrasser de procédure, les 1 h 30 de compensation soit 3,90 % du salaire mensuel, environ 80 à 150 F par travailleur. Jusque-là épargnés par la crise, mais prévoyant sûrement des difficultés à l'horizon — on parle de licenciements —

Et quelle action ! Plusieurs manifestations sont organisées en ville et devant la chambre patronale. Régulièrement se tiennent des assemblées générales réunissant 200 à 220 travailleurs qui décident de l'action. Les obstacles de la langue des différentes nationalités sont surmontés : on traduit, on explique, on discute dans sa langue... Déjà, certains petits patrons ont cédé et Bousquet, le chef de file, a

«Maisons l'Idéal», c'est la CFDT, la plus dynamique, la plus combative, que rejoignent les travailleurs. La CGT, minoritaire, aux dirigeants fidèles à leur ligne de trahison, de démobilisation et de sabotage, se contente de suivre. Carrément opposée au début à la grève, elle a essayé sans succès au 2e jour de l'arrêter, créant un léger flottement.

Ce mouvement revendicatif illustre sur bien des



les patrons ont profité de l'opportunité des accords nationaux pour prendre leur revanche et reprendre ce qu'ils avaient dû lâcher. Dans la foulée, ils supprimaient le casse-croûte du matin, déplaçaient le temps de trajet en dehors des heures de travail payé avec le panier à 16 F fixe. En cette époque de hausse accélérée des prix, sur les 20 % d'augmentation arrachés cette année suite à la grève générale de Toulouse d'avril dernier, en faisant les comptes il ne restait plus grand chose.

Et puis cette brutale remise en cause d'avantages acquis : une véritable déclaration de guerre.

UNE LUTTE ARDENTE

La riposte ne s'est pas fait attendre. Dès le 22 juin les travailleurs de chez Bousquet, la plus importante entreprise du coin (150 ouvriers) se mettaient en grève. Un piquet était mis en place. Rapidement ils allaient être suivis par les autres petites entreprises (20 à 40 ouvriers) : Senegas, Bessière, Rossi, Cambounet, Guerrero, Cremades... C'est la grève générale dans le gros œuvre. Début juillet, sur un peu plus de la moitié des 800 travailleurs du bâtiment qui font partie du gros œuvre, 350 sont dans l'ac-

changé de ton : l'intransigeance et le mépris ont fait place à de la «compréhension». Le patronat, pris par l'urgence des travaux d'été, après avoir misé sur le pourrissement du mouvement, craque. Sauf surprise, la victoire paraît assurée.

UNE CLASSE OUVRIERE MOBILISEE ET ORGANISEE

Quand on connaît les difficultés de l'action syndicale dans le bâtiment, qui plus est dans une petite ville comptant surtout des petites entreprises, on reste enthousiasmé devant un tel mouvement. Certes la classe ouvrière de Mazamet a de grandes traditions de lutte. Tout le monde se souvient de la grande grève de 1909. Mais même si cette bataille renoue avec ce prestigieux passé, la classe ouvrière du bâtiment est surtout composée de travailleurs immigrés récemment venus en France. En tout cas, elle témoigne, si besoin était, du formidable potentiel révolutionnaire que représentent nos frères immigrés. C'est la CFDT, inexistante il y a dix ans, qui a impulsé et qui dirige aujourd'hui cette grève générale. Majoritaire dans le bâtiment, notamment chez Bousquet (50 % des voix), 100 % aux

LE PCF AU SECOURS D'UN PATRON

Lors du dernier conflit contre les licenciements à Alba la Source (Tarn), le PCF s'est efforcé d'expliquer que la responsabilité en incombait aux grandes compagnies multinationales et non au patron de l'entreprise locale. Il appelle les travailleurs à lutter contre elles et non contre leur patron. Bien entendu les ouvriers n'ont pas marché et ont occupé l'usine.

points la justesse et l'efficacité de la ligne que nous, marxistes-léninistes, préconisons : la lutte classe contre classe. Sûrement, sans le savoir, bien des militants CFDT en suivent le chemin. Mais à quelle politique servira et profitera cette brillante passe d'armes avec le patronat ? D'autant que les

yeux sont ouverts sur les méfaits et la véritable nature du PCF qui se surpasse dans le coin (voir encarts). Les militants CFDT nous le disent : le PCF ne soutient pas la grève parce qu'elle attaque les petits patrons à qui ils font les yeux doux.

Mais dans l'immédiat, avec notre salut fraternel, nous apportons tout notre soutien à la vaillante classe ouvrière de Mazamet. Dans nos entreprises et usines et nos syndicats nous parlerons de son combat et s'il est encore temps nous agirons pour leur apporter cette précieuse solidarité qui leur fait défaut, eux qui avaient

donné 250 000 AF pour la grève du bâtiment de Toulouse. Ce qui se passe à Mazamet donne courage et espoir.

Créteil

Maison des arts et de la culture VICTOIRE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Le Conseil d'administration, lors de sa réunion du 29 juin, a annulé sa décision de licencier les travailleurs.

Comment les licenciements avaient-ils été décidés ? Pour faire face aux problèmes financiers la Maison des arts et de la culture (MAC) étant financée par la commune et par l'Etat qui se retranchent derrière la crise pour refuser les subventions, le trésorier de la MAC, membre du PCF, a demandé les licenciements, qui ont été votés par le Conseil d'administration le 9 juin.

Quelle différence entre la politique du PCF et celle du gouvernement qui veut faire payer la crise aux travailleurs ?

La section CGT-SNETAS de la MAC a essayé d'informer la population sur la situation à la MAC et a appelé à la mobilisation.

Le Conseil d'administration a dénoncé en paroles la politique de démantèlement des établissements culturels voulue par l'Etat bourgeois, mais dans les actes, il n'a fait que cautionner cette politique. Le Conseil d'Administration a proposé l'allègement de la dette de l'Etat, sur le dos des travailleurs, en prononçant les licenciements.

A LA MAISON DES ARTS, PREMIERE VICTOIRE DES TRAVAILLEURS EN LUTTE !

Sous la pression des travailleurs licenciés, de la section CGT-SNETAS et du comité de soutien — dénoncé par le PCF comme étant illégal, le Conseil d'administration a été contraint de revenir sur sa décision.

La section CGT-SNETAS et le comité de soutien appellent à rester mobilisés au cas où à nouveau des licenciements seraient prononcés. Il ne suffit pas de dire que l'Etat et la commune doivent payer, il faut se battre contre tous les licenciements. C'est ce que n'a pas fait le trésorier de la MAC, membre du PCF, qui a été nommé président du Conseil d'administration de la MAC, en remerciement de ses bons et loyaux services envers l'Etat bourgeois.

LA CULTURE AU SERVICE DE QUI ?

Mobilisons-nous aujourd'hui pour une remise en cause de la culture, celle trop souvent pratiquée à la MAC, celle qui nous est imposée à l'école. Réagissons contre l'envahissement de la culture bourgeoise : télé, tiercé, publicité pour la consommation qui cachent les vrais problèmes (chômage, vie chère, licenciements). Réagissons contre ceux qui tentent de réduire l'antagonisme fondamental entre exploités et exploités.

La bourgeoisie réprime les manifestations de culture populaire dans les quartiers, faisant intervenir ses flics (à Créteil, théâtre en plein air place de la Croix des mèches, jardins ouvriers des bords de Marne). La bourgeoisie nous distille une culture pourrie qui veut faire oublier aux travailleurs la lutte classe contre classe et veut étouffer les manifestations de la culture populaire qui est déjà une lutte de classe.

Correspondant HR
Créteil

DERNIERE MINUTE

MAZAMET

Après 13 jours de grève active et dure VICTOIRE DES TRAVAILLEURS DU BATIMENT

Les travailleurs du bâtiment de Mazamet ont obtenu une victoire après 13 jours de grève active et dure.

Ils ont ainsi arraché une augmentation de la valeur du point en compensation de la perte de salaire due à la réduction d'horaire de 48 à 45 heures, le point est fixé à 10 F au 1er juin et à 10,25 F au 1er octobre. Parmi les leçons à tirer de leur combat, rappelons la nécessité de préparer efficacement les grèves, dans la plus large unité avec les travailleurs qui veulent se battre classe contre classe et s'opposent aux manipulations de toutes sortes en particulier des révisionnistes du PCF décidés à défendre les patrons et à diviser les ouvriers.

Les travailleurs du bâtiment, à l'exemple de ceux de Mazamet seront vigilants et préparent la riposte nécessaire, tant sur les patrons que sur les traîtres au prolétariat que sont les dirigeants du PCF.



la France des luttes

A propos de la Coordination nationale des entreprises en lutte QUE VEUT LA DIRECTION CFDT ?

Comment devons-nous apprécier la déclaration du Bureau national CFDT en date du 16 juin à propos de la Coordination nationale des entreprises en lutte créée le 6 juin à Besançon ?

C'est d'une façon à peine voilée à l'égard des militants syndicalistes ayant eu cette initiative correspondant à l'intérêt de la classe ouvrière, que la direction CFDT exprime un point de vue étranger à la classe ouvrière : « La preuve est faite maintenant que la répétition des mêmes pratiques ne suffit pas à créer ou maintenir le rapport de forces. Aussi profiter, comme le font certains, de ce que LIP est de nouveau en difficulté (ne croirait-on pas entendre le patronat ?) pour mettre en place une coordination nationale structurée peut, peut-être, servir de tremplin à un accroissement de l'agitation, mais ce n'est certainement pas ainsi que le rapport de forces sera accru ».

Nous pouvons dire sans nous tromper que c'est un

plat réchauffé que les dirigeants révisionnistes et avant eux, les dirigeants réformistes ancienne mouture ont utilisé pour freiner le mouvement des masses.

Nous verrons quelques lignes plus bas quelles sont leurs solutions, mais avant cela voyons un de ces os qui reste, dans leurs gosiers.

Parlant d'une opération politique — la direction CFDT — cette partie a été publiée dans « Syndicalisme » en date du 24 juin — déclare :

« ... il s'agit là d'une initiative venant de militants politiques qui, exploitant la situation des travailleurs en lutte, agissent pour le compte de leurs partis et tentent de reproduire au niveau national la situation créée dans les entreprises, lorsqu'ils parviennent à constituer des comités de grève contre les organisations syndicales ».

Commenter ce point de vue réformiste, sans en produire la suite qui est une grossière déformation de la

pensée prolétarienne, une véritable falsification, nous oblige à ces quelques lignes supplémentaires :

« A l'opération en cours, les conclusions des débats en Conseil national sur les comités de grève et reprises dans le rapport général du 37e Congrès peuvent être appliquées : il s'agit de faire apparaître les syndicalistes comme des conciliateurs, des réformistes, à la limite des traîtres à la classe ouvrière, les animateurs des comités de lutte restant les révolutionnaires durs et purs ».

Nous n'y pouvons rien si certains dirigeants tiennent à figurer dans ce tableau et si ces qualificatifs de classe leur sont attribués, leur idéologie y est sûrement pour quelque chose car les masses savent apprécier le point de vue de classe. Mais en tout cas confondre comme vous le faites syndicalistes avec directions confédérales, fédérales, ou dans certains cas syndicales relèvent de la

plus haute fantaisie et aucun travailleur ne s'y trompe.

Un os : le comité de grève

Revenons à cet os que sont les comités de grève qui gênent tant dirigeants révisionnistes et réformistes. Notre point de vue de classe n'a aucunement changé sur cet instrument décisif : le comité de grève. Nous disions dans l'Humanité rouge No 106 que « C'est le comité de grève qui assure la direction du mouvement des masses en lutte » Et nous en référant à la grande masse des ouvriers non-syndiqués qui est de l'ordre de 75 % environ, nous disions que « C'est seulement le comité de grève qui peut en tout état de cause représenter les grévistes, syndiqués ou non-syndiqués. C'est donc là (par atelier) que les ouvriers peuvent proposer leurs candidats au comité de grève, peuvent les élire, au cours de petites assemblées, suivant les principes immortels de la Commune de Paris, responsables et à tout instant révocables ».

Nous n'avons aucune crainte à avoir des travailleurs lorsque notre pratique concorde avec notre idéologie prolétarienne.

N'est pas aussi Gaston Monmousseau qui écrivait dans les colonnes de la Vie Ouvrière du 26 août au 21 octobre 1953 à propos du grand mouvement de grève d'août et septembre 1953 :

« Une action de masse, une grève ne peuvent avoir qu'une seule direction de la base au sommet et cette direction unique ne peut être réalisée qu'avec tous les travailleurs en lutte sans distinction d'appartenance syndicale, syndiqués et non-syndiqués ».

« Tel est le but des comités d'unité d'action élus par les travailleurs ».

Comme la CGT En 1968 !

Quelles solutions apporte donc le Bureau national CFDT ? « Le refus de cette manipulation ne doit pas nous faire oublier qu'il reste un vrai problème : celui du soutien syndical aux sections et aux travailleurs engagés dans ces luttes de longue durée. C'est là une question à laquelle nos organisations fédérales ou locales se sont déjà attaquées mais il nous faut organiser systématiquement notre réflexion sur cette question ainsi que sur la popularisation des luttes ».

« Toutes les organisations concernées par ces conflits, syndicats, fédérations, UL, UD, doivent débattre rapidement et au fond de ces problèmes ».

« — Utilisation du temps des travailleurs en lutte ;

« — Conséquences de l'inaction de certains, du non-travail... »

« — Développement de la solidarité au niveau professionnel, interprofessionnel pour permettre la définition aussi vite que possible d'une ligne politique et d'une pratique CFDT ».

Le commentaire paraît simple. En 1968 la direction CGT prend le train en marche ; pris aujourd'hui de vitesse par les militants syndicalistes clairvoyants et créateurs de la Coordination nationale des entreprises en lutte, le Bureau CFDT tente de monter dans le dernier wagon les mains vides.

Réformistes et révisionnistes ont les mêmes soucis

Quelle ligne politique pratique donc le Bureau national CFDT issu du 37e Congrès d'Annecy ?

Il n'est pas inutile de dire dans nos colonnes que les informations portées à la connaissance des militants, des syndiqués CFDT, dans « Syndicalisme » en date du 24 juin, puis du 8 juillet, révèlent une grande inquiétude de la direction confédérale, lorsque des militants syndicalistes CFDT, ouvriers avancés politiquement, las d'attendre les initiatives de leurs dirigeants, appliquent le juste principe de compter sur ses propres forces, d'être à l'initiative. Les extraits de la déclaration du Bureau national CFDT publié dans les numéros de « Syndicalisme » mettent en évidence un certain mépris de la base.

Pourquoi ne pas en publier l'intégralité et n'avoir évoqué que la dernière partie du problème comme le dit si bien « Syndicalisme » en date du 8 juillet et qui nous apprend que ces orientations ont vu se manifester deux abstentions parmi les 29 présents du bureau national. Dans le dernier paragraphe de cette déclaration du 16 juin, une phrase révélatrice :

« Un certain point ne doit pas être absent de nos préoccupations : les conséquences de la constitution de cette coordination sur l'unité d'action avec la CGT ».

A ce propos le révisionniste Georges Ségué manifestait son inquiétude au lendemain du Congrès d'Annecy sur Antenne 2, le 2 juin : ne devait-il pas déclarer parlant de la CFDT : « Cette organisation a observé une attitude beaucoup plus ferme envers la pénétration gauchiste », mais il restait très préoccupé par ces opposants qui ont représenté 40 % au congrès ». Il poursuit : « Qu'aurait-on pensé si

au dernier congrès de la CGT, l'opposition avait atteint une telle proportion ? »

La limpidité des paroles de Ségué ne fait aucun doute en clair cela veut dire : « Une petite opposition dans nos congrès CGT ou CFDT fait apparaître notre "démocratie", mais 40 % alors là c'est beaucoup trop, vous ne contrôlez pas ».

Et n'était-il pas amené à poser cette question : « L'unité d'action confirmée par la CFDT, engagera-t-elle toutes les forces de la centrale ou seulement les 60 % favorables à la direction confédérale ? »

C'est donc là une question importante pour les « leaders » de l'opposition bourgeoise ; que 87 % des congressistes en 1973 soutiennent la ligne réformiste de la CFDT, c'est bien ; mais qu'en 1976 il y ait 40 % d'opposants, ça ne va plus !

Affiner notre tactique

Ainsi l'opposition bourgeoise, PCF et PS renoué, dans la lutte engagée pour le pouvoir a besoin d'une base sociale pour que leur influence révisionniste et réformiste soit une dominante dans la société capitaliste, et ainsi contrôle au mieux la classe ouvrière à l'aide de leur courroie de transmission CGT et CFDT. Mais tout cela n'est pas facile.

Pendant toute la période précédente à cette déclaration, le Bureau national CFDT a laissé les forces les plus combattives se rassembler en son sein, pour se donner une image de marque. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'il ne saurait être question d'avoir une ligne contraire à l'union de la gauche. Il ne saurait être question de mettre les bâtons dans les roues du programme commun de gouvernement, telle est l'appréciation de cette déclaration du 16 juin.

C'est pourquoi nous ne devons pas oublier que la rivalité et l'alliance au sein de l'union de gauche sont deux aspects importants qui se manifestent en fonction du développement de la lutte des classes, et se reflètent inéluctablement au sein des directions CGT et CFDT.

Si la contradiction principale, classe ouvrière contre bourgeoisie capitaliste, s'aiguise suivant que la vague de la crise économique du capitalisme connaît un flux, pendant le reflux la classe ouvrière consolide ses positions, affine sa tactique, déjoue les pièges tendus par le révisionnisme et le réformisme qui ont un objectif commun, maintenir le système d'exploitation de l'homme par l'homme.

Luc Dacier

Le carrefour des luttes de Fougères



Au carrefour des luttes de Fougères (photo LIP-ratou).

Les 2 et 3 juillet s'est tenu à Fougères un carrefour des usines en lutte. Des délégations de Griffet, Lip, Desombres, CIP, Annonay, Dreyfus, Caron-Ozanne, Rhône-Poulenc Textile et Thomson étaient présentes. Cette rencontre, organisée à l'appel des sections syndicales CFDT et CGT de Réhault avait le soutien de l'UL-CFDT de Fougères et de la fédération Hacuitex.

Le 3 juillet au matin, nous nous sommes retrouvés pour une manifestation en ville, qui démontrait ainsi la détermination des travailleurs en lutte contre le chômage et les licenciements.

A midi, suivait une conférence de presse, où prirent la parole les sections syndicales CGT, CFDT des « Réos », l'UL-CFDT, le secrétaire de la fédération Hacuitex CFDT ainsi que des travailleurs des usines en lutte, Lip, Griffet, Annonay. L'après-midi enfin, des stands tenus par les travailleurs accueill-

laient les visiteurs et des débats étaient organisés autour de montages-diapos : celui des « CIP » et des « REOS ».

Les travailleurs pouvaient ainsi confronter leurs expériences. Il est à noter que cette journée aurait pu connaître un plus grand succès et une participation plus nombreuse, (seulement 500 personnes le samedi matin).

Cela est d'autant plus important que les luttes actuelles s'affrontent, d'une part aux tentatives d'isolement et de répression directe de la bourgeoisie, d'autre part à l'opposition du révisionnisme et de la gauche réformiste.

Le carrefour des luttes à Fougères n'avait le soutien en effet, ni de la confédération CFDT, ni de l'Union régionale CFDT, ni de l'Union départementale CFDT, ce qui explique qu'aucune propagande n'ait été faite à l'extérieur de Fougères. Pour la CGT, seule la sec-

tion Réhault appuyait la rencontre. Ce blocage est à situer dans le cadre de l'après-congrès CFDT. Edmond Maire voulant reprendre en mains la confédération, et freiner une opposition jugée trop forte à son goût.

Pour cela il faut bloquer les initiatives telles que celles des « Réos » et des boîtes en lutte. Cela va parfaitement dans le sens des révisionnistes et des dirigeants de la CGT qui affirment qu'aujourd'hui il n'y a pas de solution aux problèmes de l'emploi, surtout pas par les échanges de luttes, les rencontres dans les carrefours. Ils affirment uniquement que la seule solution, c'est les élections dans deux ans.

Aussi, malgré la faible participation, le carrefour des luttes à Fougères a été une bonne chose dans la mesure où il a permis d'échanger des expériences et s'est opposé à l'orientation révisionniste.

A propos de la GOP et de «Révolution !»

LES BEQUILLES DU REVISIONNISME

Dernièrement, lors de leurs congrès extraordinaires, les organisations GOP et «Révolution» ont pris la décision de fusionner dès le mois de novembre 1976. L'organisation qui se créera alors prétend, selon les propos de ses fondateurs, se fonder «sur le marxisme, le léninisme et les acquis de la révolution chinoise».

Comme on va le voir, cette référence verbale ne sert qu'à masquer la création d'une organisation trotskiste, jouant le rôle de force d'appoint au révisionnisme dans notre pays.

D'ores et déjà, ces deux organisations ne cachent pas leur soutien à l'arrivée de l'«Union de la gauche» au pouvoir et prônent l'unité avec ce qu'elles appellent les «réformistes».

Lors d'une récente conférence de presse elles déclaraient ne pas «hésiter à appeler à voter Union de la gauche au second tour». Le journal de la GOP, «L'Outil», dans son numéro du 2 juillet, parlait de la nécessité de mener «la bataille pour le vote réformiste au second tour». Par ailleurs, dans une interview au «Quotidien du peuple», journal du PCRml, le 2 juillet, la GOP affirmait : «L'arrivée des réformistes au gouvernement serait pour nous une bonne chose».

De plus ces deux organisations préconisent la réalisation de l'unité avec les dirigeants révisionnistes.

Toujours dans le «Quotidien du peuple» du 2 juillet, «Révolution» parlait «d'un certain type d'unité avec les réformistes». Quant à la GOP, elle a consacré un long article dans la revue «Communisme» des mois de novembre-décembre 1975 pour justifier l'établissement d'un «front uni» avec les dirigeants du PCF.

Comme on le voit tout cela montre de façon très claire le rôle d'auxiliaire du révisionnisme de ces deux organisations.

Voyons donc quels sont leurs arguments.

EMBELLIR
LE REVISIONNISME

Pour se justifier, il leur faut absolument masquer le vrai visage du révisionnisme afin de l'embellir. C'est ce qu'ils font.

A ce sujet, le texte de la GOP paru dans la revue «Communisme» est très éclairant. Il vise à justifier l'établissement d'un front uni avec le révisionnisme en utilisant les textes du président Mao sur le front uni en Chine avec le Kuomintang :

Développant de façon «créatrice» le marxisme, ces messieurs écrivent : «Le prolétariat présente un double aspect. S'il ne peut s'émanciper que par le renversement de la bourgeoisie et du capitalisme, il reste que, en tant que "classe en soi", en tant que vaste groupe d'hommes et de femmes occupant une place déterminée dans les rapports de production capitalistes, il a, dans le cadre de ces rapports, des intérêts immédiats à faire valoir : plein emploi, défense des conditions de vente de sa force de travail, etc. La base de l'existence du réformisme dans les masses est là, et le réformisme peut se définir plus précisément comme : la défense des intérêts immédiats, dans la négation des intérêts historiques du prolétariat.»

quelques justes aspirations des masses (comme le fait tout parti bourgeois) à aucun moment les révisionnistes et les réformistes ne défendent les intérêts immédiats des masses. De la braderie de Grenelle à l'opposition à la lutte des ouvriers de Lip, de la théorie pourrie «mieux vaut 20 licenciements que 50» (ou «on ne se bat pas pour un seul licenciement») à la trahison ouverte de la lutte de nos frères immigrés de la Sonacotra, on peut constater que les révisionnistes opèrent toujours en force bourgeoise dans les rangs ouvriers. Dès que les luttes sont menées sur de justes positions de classe, on s'aperçoit que les révisionnistes entrent en conflit aigu non seulement avec les intérêts historiques de la classe ouvrière mais aussi

que d'unité et de lutte : unité pour la bataille face à la crise, lutte contre la tendance du réformisme à la capitulation. C'est l'extraordinaire complexité de cette disposition des contradictions objectives (principale : entre Giscard — et ce qu'il représente — et nous ; secondaire : entre les réformistes et nous), c'est la richesse de la tactique qu'elle permet et impose, que nous apprenons depuis plus d'un an à connaître dans notre action.»

Il y aurait donc une contradiction principale entre un clan bourgeois et la classe ouvrière, une contradiction secondaire entre les révisionnistes, les réformistes et la classe ouvrière. Pour la GOP comme pour Révolution, comme pour tous les trotskistes, les révisionnistes participent du mouve-

économistes, les mencheviks, les révisionnistes de la 2e Internationale et contre Trotsky. La direction tactique comme l'indique Staline est une partie de la direction stratégique, elle est subordonnée aux tâches et aux exigences de cette dernière. La stratégie et la tactique sont à la fois différentes et unies l'une à l'autre.

Comme on le voit, la GOP cherche d'abord à embellir le révisionnisme en masquant sa nature de classe et en le présentant comme un défenseur des intérêts immédiats des masses.

On notera également que la GOP-Révolution cherche constamment à ramener le révisionnisme au réformisme, à masquer les différences existant entre le révisionnisme de type ancien tel que Lénine eut à le

pratique, les révisionnistes montrent leur vrai visage en se livrant fréquemment à des agressions contre les marxistes-léninistes et des travailleurs révolutionnaires.

La GOP-Révolution masque également un autre trait marquant du révisionnisme. Il s'agit d'un mouvement international dont le centre se trouve dans la superpuissance russe. Si le révisionnisme était au pouvoir en France, à l'exploitation de la bourgeoisie viendrait encore s'ajouter celle du social-impérialisme russe.

Tout cela, la GOP et Révolution le cachent pour embellir le révisionnisme.

Pour terminer sur ce point, laissons la parole à ces individus : «malgré la trahison de juin 68, malgré le cadavre d'Overney entre nous, nous sommes en situation de "front uni" avec eux». Leur front uni sur le cadavre d'Overney auraient-ils pu dire !

ELECTORALISME ET
LUTTE DE CLASSE

Voyons maintenant, comment ces gens-là justifient leur soutien électoral à «l'Union de la gauche» pour les prochaines élections.

Ils cherchent d'abord à présenter l'Union de la gauche comme s'identifiant aux travailleurs, et, à partir de là, les élections comme étant une étape de la lutte des travailleurs et une victoire de «l'Union de la gauche» comme une victoire des travailleurs.

C'est ainsi que dans le numéro d'avril 1976 de «l'Outil», la GOP écrit : «A l'occasion des prochaines législatives, une victoire de l'Union de la gauche, une défaite de l'équipe actuelle, ne pourraient donc pas être interprétées comme la victoire ou la défaite de deux candidats à la gestion des affaires bourgeoises et en tous points équivalents. Ce serait principalement une victoire du mouvement ouvrier et populaire, parce que ce serait une défaite de la bourgeoisie en place.»

Dans le rapport présenté devant le dernier congrès extraordinaire de «Révolution», on nous dit que «l'Union de la gauche polarise l'hostilité populaire au régime» et que les élections pourront être un moment de l'affrontement des travailleurs et de la bourgeoisie.

Il s'agit donc d'amener les travailleurs à abandonner le terrain de la lutte de classe contre la bourgeoisie dans son ensemble pour la placer sous la direction d'une fraction de la bourgeoisie et les amener à la soutenir.

(Suite page 11)



Cette séparation mécanique entre intérêts immédiats et intérêts historiques est celle qui fonde les plus grands renoncements. C'est ainsi qu'au nom des intérêts immédiats, mis au premier plan, se fait la plus grande trahison, celle du refus de préparer avec sérieux et sans tergiversations opportunistes à l'égard de la bourgeoisie de droite et de gauche, la révolution prolétarienne. Mais la falsification essentielle, qui est commune à tous les groupes trotskistes de Révolution à la LCR, est de présenter le réformisme et le révisionnisme, non comme des défenseurs acharnés de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, mais comme des défenseurs des intérêts immédiats des masses.

Quand bien même ils utilisent démagogiquement

avec ses intérêts immédiats. Pour la GOP, l'approfondissement de la crise crée une situation nouvelle :

«Une nouvelle phase s'ouvre alors. L'enjeu principal devient : le refus de payer la crise, la bataille pour l'emploi et le revenu garanti. Nous ne parlerons pas ici de l'articulation de cet enjeu avec l'enjeu stratégique. Ce qu'il faut voir, c'est que le réformisme est lui-même frappé dans ses fondements matériels par l'offensive de Giscard et du patronat. Il apparaît comme ennemi de nos ennemis principaux. C'est ce que après Mao nous appelons une situation de «front uni». De cette situation objective découle la nécessité d'une tactique (subjective) d'un rapport au réformisme adéquat à la situation : la tacti-

ment ouvrier, pour eux le révisionnisme n'est pas la bourgeoisie. «L'analyse nouvelle» de la GOP a pour fonction de masquer l'analyse de classe du révisionnisme, de son projet politique bourgeois. Lorsque la GOP dit : «... Le refus de payer la crise, la bataille pour l'emploi et le revenu garanti. Nous ne parlerons pas ici de l'articulation de cet enjeu avec l'enjeu stratégique», c'est l'aveu du triomphe de l'économisme le plus plat. Le marxisme-léninisme nous enseigne qu'il faut s'en tenir inébranlablement aux principes stratégiques de la révolution prolétarienne. Il faut s'en tenir strictement à cette stratégie. C'est en s'y tenant que Lénine a mené des luttes intransigeantes contre les populistes, les

combattre et le révisionnisme moderne.

Ils masquent d'abord que le révisionnisme au pouvoir c'est le socialisme en paroles et le fascisme dans les faits. Ceci est d'ores et déjà vérifiable dans les pays où le révisionnisme est au pouvoir. Mais cela même la GOP se refuse à le voir. C'est ainsi que dans une analyse de l'URSS parue dans «l'Outil» de novembre 1975 pas une fois n'est prononcé le mot social-fascisme.

Sur le plan économique le révisionnisme au pouvoir se caractérise par un renforcement du capitalisme monopoliste d'État, par une concentration des monopoles à son point le plus poussé. Sur le plan politique, cela se traduit par le fascisme.

D'ores et déjà, dans la

L'AVEU

Pour qui voudrait connaître les vraies raisons de la fusion de la GOP et de Révolution !, la feuille trotskiste «Rouge» est d'une lecture irremplaçable. Voici en effet ce qu'on y dit dans le numéro du 30 juin sous le titre «le nouveau camp des marxistes-léninistes», à propos de la future organisation : «Elle se propose de faire participer le PCR à l'unité d'action généralisée de l'extrême-gauche et de le subordonner politiquement au camp marxiste-léniniste en le faisant rompre avec l'Humanité rouge». Merci Mr Krivine pour la confirmation de ce que nous savions déjà.

Ceci démontre que l'opération politique en cours est dirigée contre les communistes de France, qu'elle vise à s'opposer à l'unité des marxistes-léninistes en amenant le PCRml à se ranger dans un bloc qui irait de la Ligue de Krivine à lui-même en passant par la GOP-Révolution, bloc dirigé contre nous-mêmes.

Il s'agit d'une contre-attaque trotskiste à la politique d'unité des marxistes-léninistes. Le but est d'amener le PCRml à basculer dans le camp trotskiste, en constituant un bloc qui pratiquerait l'unité

d'action et qui regrouperait des organisations trotskistes ouvertes pour les unes et cachées pour les autres.

C'est ce que devait encore confirmer la GOP lors du congrès de «Révolution !» en affirmant : «Nous devons proposer au PSU et à la LCR une politique d'unité d'action sur l'ensemble des tâches politiques centrales», et en ajoutant «le débat avec le PCR est prioritaire».

Ce bloc servirait de force d'appoint au révisionnisme et là encore l'objectif est d'amener le PCRml à se rallier. Voici ce que dit la GOP à ce sujet : «Les possibilités de l'unité d'action entre nous, organisation communiste unifiée et d'autre part le PCR se mesureront, sur le fond, à la position du PCR par rapport aux réformistes et révisionnistes.»

Ce sont là des faits que le PCRml ne peut pas ignorer. Aussi, lorsqu'il entretient des contacts et discussions avec la GOP et Révolution !, et propose à ces organisations notamment de participer à un «front de lutte contre la crise» force est de constater qu'il le fait en connaissance de cause. Il est des jeux dangereux.

Barbières : un petit village de la Drôme...

BARBIÈRES : Un petit village de la Drôme qui compte quelques centaines d'habitants, dans la plaine de Valence, au pied du Vercors, à la sortie d'une gorge par laquelle une petite route monte vers le col de Tourniol. En suivant cette route, on mesure au nombre de fermes en ruines à quel point le pays est abandonné par les agriculteurs.

À Barbières il n'y a plus que 3 paysans, la terre appartient à de grands propriétaires. La population travaille dans les mines de kaolin, cette argile très fine avec laquelle on fait la porcelaine et qui a aussi des utilisations militaires, et

dans l'usine de tissage Dreyfus. Cette usine a 50 ans, elle a été reprise en 1947 par la famille Dreyfus qui tient un négoce à Brignais dans la banlieue de Lyon.

150 personnes chez Dreyfus, dont une trentaine de travailleurs immigrés, faisaient les 3x8 sur 248 machines pour faire des tissus de tergal et de rayonne. Mais les machines les plus récentes datent de 1967 et les dernières années, le patron faisait fabriquer avec du fil de qualité moyenne du tissu qu'il faisait passer pour de première qualité.

En mai 1975, le patron annonce les licenciements de 130 travailleurs. Aussitôt ceux-ci s'organisent : la majorité se syndiquent à la CFDT et ils décident d'occuper l'usine. C'était le 25 mai 1975.

Ceux de Barbières font le maximum pour populariser leur lutte : nombreuses démarches auprès du préfet de la Drôme, auprès de la direction à Lyon, auprès du ministère du Travail à Paris. La CFDT a réalisé un petit film et le projette dans la région.

tes d'un jour à l'autre... Les travailleurs ont conscience de s'être battus jusqu'au bout et de ne pas pouvoir aller plus loin.

Mais que vont-ils devenir ? A Romans, à Valence, pas ou peu de travail. Déjà l'un d'eux est parti avec sa famille s'installer en Et la CGT dans tout ça ? Au début les faux communistes qui dirigent la CGT ont sauté sur l'occasion pour placer 45 cartes, et puis au bout de 2 ou 3 mois, on ne les a plus revus ; d'ailleurs à UNI-Nougat à Montélimar et à la Boulonnerie calibrée à Valence, ils n'ont pas non plus soutenu l'occupation.

Et puis Barbières, c'est petit, loin des villes... pas d'intérêt électoral et allez donc demander la nationalisation d'une si petite entreprise. La CGT préfère mettre le paquet sur Rhône Poulenc Textile, réclamer sa nationalisation. L'intérêt économique et électoral d'une telle opération est évident. Rien d'étonnant donc à ce que dans les manifestations

A propos de la Gop et de «Révolution !»

LES BEQUILLES DU REVISIONNISME

(Suite de la page 10)

Ils prennent prétexte que de nombreux travailleurs se font encore des illusions sur l'Union de la gauche pour renforcer encore ces illusions. Ce n'est pas la première fois dans l'Histoire qu'une partie de la bourgeoisie cherche à utiliser les aspirations des travailleurs pour résoudre ses contradictions avec une autre fraction de la bourgeoisie. Le résultat en est toujours non seulement le maintien de l'exploitation des travailleurs mais encore le renforcement de leur oppression. Les nouveaux vainqueurs ayant fait de nombreuses promesses et ne pouvant les satisfaire sont obligés de recourir à la répression contre les masses. Et celles-ci sont d'autant moins prêtes à y faire face qu'elles ont entretenu des illusions sur les nouveaux détenteurs de l'Etat bourgeois.

Le rôle des marxistes-léninistes est de combattre ces illusions, de démasquer impitoyablement les ennemis déguisés en amis, de lutter pour l'indépendance du pro-

létariat. Ceux qui agissent autrement auront des comptes à rendre à la classe ouvrière, et contribuent à lui préparer des défaites.

Mais la GOP-Révolution utilise encore un autre argument.

Dans son interview au «Quotidien du peuple» du 2 juillet, la GOP déclare : «Nous pensons — et nous le disons depuis un certain temps — que, dans une période d'intensification des affrontements de classe, dans une situation de crise générale de l'impérialisme, l'arrivée des réformistes au gouvernement, comme sanction de l'incapacité manifeste des formes traditionnelles de la domination bourgeoise à se perpétuer, serait pour nous une bonne chose. Pour deux raisons.

«D'abord elle aggraverait encore l'instabilité de la domination bourgeoise dans la mesure où existent des contradictions objectives d'intérêts entre les réformistes et les partis officiels de la bourgeoisie (c'est par-

ticulièrement vrai pour les révisionnistes du fait du caractère distinct de leur projet de capitalisme d'Etat). Ensuite, la présence au gouvernement des réformistes peut donner l'occasion que le mouvement de masse s'oppose, pour la première fois de façon aussi claire, et à une vaste échelle à la politique bourgeoise du révisionnisme».

Il est clair que ces arguments sont destinés à ceux qui digèrent mal le soutien à l'Union de la gauche. Comme le font toujours les trotskistes, il s'agit de donner un vernis «révolutionnaire» au soutien au révisionnisme.

En ce qui concerne le premier point, il confirme l'utilisation du prolétariat comme masse de manœuvre dans les contradictions au sein de la bourgeoisie, comme force d'appoint au profit d'une fraction contre une autre.

En ce qui concerne le second : c'est chaque jour que les masses font l'expérience de la politique bourgeoise du PCF, c'est chaque jour que les marxistes-léninistes doivent la démasquer. Des millions d'hommes en URSS et dans la moitié de l'Europe font l'expérience du révisionnisme et le combattent. C'est aux marxistes-léninistes d'en faire connaître les leçons.

La logique qui inspire la GOP est ce que l'on pourrait appeler «la politique du pire». En somme, il faudrait que les masses fassent l'expérience du révisionnisme au pouvoir pour compren-

dre sa vraie nature et le combattre. Logique absurde. A ce compte, certains auraient pu dire hier : il faut aider Hitler à accéder au pouvoir pour que les masses en fassent l'expérience. Logique de traîtres.

Nos camarades polonais qui font «l'expérience» du révisionnisme au pouvoir ont déjà eu l'occasion de nous dire : «ne les laissez jamais s'installer au pouvoir». La torture, les assassinats, la pire répression contre les masses, c'est en effet cela le révisionnisme au pouvoir.

Tristes individus que ceux qui appellent les masses à soutenir le révisionnisme pour que demain les masses s'opposent au révisionnisme. En vérité ils font tout pour que les masses ne soient pas en mesure de s'opposer au révisionnisme, pour qu'elles se trouvent désarmées face à lui.

Le rôle des marxistes-léninistes est de lutter pour l'indépendance politique du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie dans son ensemble et notamment vis-à-vis du révisionnisme afin qu'il soit en mesure d'y faire face en particulier dans le cas où l'Union de la gauche accèderait au pouvoir, pour la réalisation de son objectif qui est la révolution prolétarienne.

De plus en plus, dans les masses, la conscience et la lutte se renforcent contre le révisionnisme. Les défenseurs de celui-ci connaîtront le même destin que lui.



Rien n'y fait. Le patron ne veut pas refaire marcher l'usine et aucun acheteur sérieux ne se présente. Les licenciements sont effectifs fin juillet 1975. Les travailleurs continuent d'occuper l'usine, le patron, lui, vend toujours du tissu. (Il approuve le marché St Pierre à Paris par exemple... Il a dû trouver plus de profits à ne pas fabriquer son tissu lui-même).

Cette année les faits marquants ont été : le licenciement des 20 derniers salariés, la participation à la journée ville morte au Péage de Roussillon le 21 mai, une grande fête de soutien organisée par la CFDT à Barbières le 20 juin ; ceux de Lip sont venus encourager les travailleurs de Barbières.

Mais... la situation est très difficile. L'espoir de voir une autre entreprise s'installer et reprendre les travailleurs disparaît, les travailleurs perdent leur droit aux fameux 90 % fin juillet. Fin juillet également l'usine doit fermer, la police doit venir chercher le stock (70 000 m de tissu... à 3 F le kg) et expulser les grévistes.

«unitaires», les travailleurs de Barbières aient eu tant de mal à se faire entendre : pas un mot sur Barbières dans les discours des pontes CGT à la manifestation d'avril 1976 à Valence.

Comme si cela ne suffisait pas, l'UD-CGT a mis un point final à sa trahison en déclarant aux travailleurs de chez Dreyfus : «Vous défendez mal votre lutte, vous ne savez pas défendre votre emploi».

Et voilà comment un patron avide de profits et une CGT dont les dirigeants ne sont plus au service des travailleurs se sont ligüés contre la population d'un petit village de la Drôme qui voit son travail et ses moyens de vivre lui échapper.

Un jour viendra où les travailleurs qui connaissent aujourd'hui de grandes difficultés pourront prendre leur revanche et construire une société socialiste où les villages comme Barbières revivront.

Enquête réalisée auprès des travailleurs des tissages Dreyfus



POUR CORRESPONDRE
PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.

Parution du livre «L'impérialisme aujourd'hui»

LA RIVALITE URSS-USA

«Ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie» (p. 108). C'est la conclusion à laquelle est arrivé Lénine dans «L'impérialisme, stade suprême du capitalisme», sur la base d'un grand nombre de matériaux historiques d'avant la Première Guerre mondiale. Cette conclusion est pleinement valable aujourd'hui.

Après la Deuxième Guerre mondiale, grâce à leur puissance économique et militaire, les USA devinrent le despote du monde capitaliste. Mais comme on ne peut rester éternellement perché sur les cimes, très rapidement ils sont tombés de ce sommet. Ils n'ont absolument pas abandonné de leur plein gré la position de despote, et aspirent toujours fortement à régenter le monde. L'apparition du social-impérialisme révisionniste soviétique, avec ses attaques et son expansion frénétiques dans le monde entier, est devenu une grave menace pour le régentement du monde par l'impérialisme américain.

Aujourd'hui, ce qui est principal, c'est la rivalité des deux superpuissances, USA et URSS. C'est la continuation historique de l'hégémonie des grandes puissances impérialistes et c'est aussi la source de l'absence de tranquillité dans le monde d'aujourd'hui. Là où elles se disputent, les désordres apparaissent. Ces vingt dernières années, des désordres n'ont cessé de se manifester dans beaucoup d'endroits de la terre. Ceci est le résultat du trouble de l'atmosphère provoqué par la dispute des USA et de l'URSS.

La rivalité URSS-USA touche tout le globe

Le conflit entre l'impérialisme américain et les révisionnistes soviétiques touche tout le globe. L'Europe constitue le point clé de cette rivalité. Ceci est déterminé par leurs intérêts économiques, politiques et militaires. Le centre politique, économique et culturel de l'Union soviétique se trouve en Europe. Ses «pays frères», réduits à l'état de vassaux, sont aussi en Europe. L'Europe est traditionnellement le plus grand marché des États-Unis, et son plus grand marché d'investissement.

Mais ce qui est primordial, c'est que l'Europe est aussi une région extrêmement développée industriellement. En 1970, le Marché commun des 9 a vu sa production d'acier atteindre 134 millions de tonnes, et en

1971, la valeur totale de la production nationale atteignait 706,7 milliards de dollars. Les deux supergrands baient d'envie devant la puissance économique de l'Europe. Afin d'avoir plus de profits en Europe, chacun d'eux renforce sa pénétration politique, économique et culturelle à l'intérieur de tous les pays européens.

Les forces militaires américaines stationnées en Europe s'élèvent à 289 000 hommes, et à environ 800 avions. L'Union soviétique fait stationner sur son territoire européen et en Europe de l'Est 2 400 000 hommes et 11 000 avions environ. L'Europe est devenue depuis longtemps une région où les deux supergrands s'affrontent directement.

Avec la rivalité en Europe, l'impérialisme américain et les révisionnistes soviétiques ont également provoqué un grand mécontentement des pays développés du second monde, et particulièrement des pays d'Europe.

Ceux-ci subissent à des degrés divers le contrôle, les menaces et l'oppression des deux superpuissances, et ils ont la volonté à des degrés divers de se soustraire à l'asservissement et au contrôle des superpuissances, de protéger l'indépendance et la souveraineté d'État. Lénine dit ainsi : «Ce n'est pas seulement dans les pays nouvellement découverts, mais aussi dans les anciens que l'impérialisme conduit aux annexions, au renforcement du joug national et, partant, à l'exaspération et à la résistance» (p. 147). A présent, la lutte des pays du second monde contre le contrôle, l'ingérence, les menaces, l'exploitation et les crises économiques exportées par les superpuissances se développe de jour en jour. Leur lutte exerce une influence importante sur le développement de la situation internationale actuelle.

Le Moyen-Orient est une autre région importante de la rivalité entre les deux superpuissances, USA et URSS. Le Moyen-Orient, qui unit les trois continents Europe, Asie et Afrique, est le point principal des relations Est-Ouest, et a une signification stratégique importante. Il possède d'énormes ressources en pétrole, la quantité de ses réserves pétrolières représente les deux tiers des ressources en pétrole du monde capitaliste. Les États-Unis ont appelé le Moyen-Orient leur «gorge stratégique mondiale». Les révisionnistes soviétiques as-

pirent avec force à englober le Moyen-Orient dans leur zone d'influence. Les deux supergrands renforcent sans arrêt sur les plans politique, économique et militaire l'expansion vers le Moyen-Orient, et leur lutte s'exacerbe chaque jour. Afin d'agir en despote au Moyen-Orient, l'impérialisme américain et le révisionnisme soviétique font toutes sortes de sales trafics derrière le dos des peuples arabes. Ils soutiennent et encouragent le sionisme israélien à occuper de grandes surfaces de terres arabes, à réprimer sauvagement le peuple palestinien. Ils cherchent à étouffer la lutte du peuple palestinien, à prolonger indéfiniment la situation caractérisée par l'expression «ni guerre ni paix» au Moyen-Orient.

Le peuple palestinien et les peuples des pays arabes possèdent une glorieuse tradition anti-impérialiste et découvrent chaque jour davantage le visage hideux des deux supergrands. De plus en plus ils s'unissent pour développer le juste combat contre les deux hégémonies et l'agression du sionisme israélien.

Il n'y a pas seulement qu'en Europe et au Moyen-Orient que rivalisent les USA et l'URSS. La rivalité est en train de s'intensifier dans les régions du sous-continent de l'Asie du Sud, du golfe Persique, de l'océan Indien, de la Méditerranée et de l'océan Pacifique.

D'une façon générale, que ce soit dans les salles de réunion, les marchés ou sur les champs de bataille, en passant par la terre ferme, le ciel, la mer et les océans, ils lancent leurs tentacules vers tous les endroits qu'il est possible d'atteindre et pratiquent l'expansion. L'Ouest cherche toujours à pousser les révisionnistes soviétiques vers l'Est, à attirer cet ouragan sur la Chine. La Chine est un morceau de viande aléchant, que tout le monde veut manger. Mais ce morceau de viande est dur et cela fait longtemps que personne n'a pu le mordre. A présent, les révisionnistes soviétiques font du bruit à l'Est, et attaquent à l'Ouest ; ils intensifient la rivalité en Europe, l'expansion vers la Méditerranée, l'océan Indien et vers les autres régions sur lesquelles il est possible de mettre la main. Le chef de la marine militaire des révisionnistes soviétiques,

Gorchkov, hurle frénétiquement : S'il existe au monde un seul endroit en rapport avec nos intérêts ou susceptible de l'être, nous devons y aller. Ce raisonnement est un bel exemple de leur logique impérialiste. Et dans le domaine de la vexation et la dispute pour l'hégémonie

POUR ETUDIER
LES CLASSIQUES
DU MARXISME LENINISME



Traité sur l'impérialisme, stade suprême du capitalisme

**L'IMPERIALISME
AUJOURD'HUI**

Texte traduit du chinois et édité par

E 100

mondiale, le social-impérialisme révisionniste soviétique surpasse tout en vilenie. Il envoie des troupes occupé un pays «allié», la Tchécoslovaquie, place des troupes à la frontière chinoise, envoie en Mongolie, soutient la clique traîtresse de Lon Nol, réprime la révolte des ouvriers polonais, déclenche la guerre et démembre le Pakistan et fait toutes sortes de mauvais coups. L'hégémonie des deux superpuissances que sont l'URSS et les USA représente la menace la plus importante pour la souveraineté, l'indépendance et la sécurité de tous les pays du monde. Les deux superpuissances sont le foyer d'une nouvelle guerre mondiale.

Le système impérialiste responsable de la guerre

S'il y a exploitation, il y a agression, s'il y a monopole il y a nécessairement hégémonie, le moribond peut encore créer des troubles, autant d'occasions de recourir à la guerre. Ceci est inévitable, ne fait pas l'ombre d'un doute. Sur cette base économique, les guerres impérialistes sont absolument inévitables, aussi longtemps

qu'existera la propriété privée des moyens de production.» (p. 5). Le système impérialiste fait que la dispute entre l'URSS et les USA est absolue, de longue durée, et que leur collusion est relative, momentanée. De temps en temps, suivant leurs intérêts propres, ils arrivent à des traités et des compromis, mais ce ne sont là que «rêves différents dans un lit commun» qui n'altèrent en rien leur intention profonde «pour affaiblir la partie adverse, détruire l'hégémonie de la partie adverse». Les compromis momentanés passés entre l'URSS et les USA aboutissent à une rivalité encore plus grande. Les révisionnistes soviétiques et l'impérialisme américain clament sans arrêt que c'est «la paix durable», «la paix d'une génération».

Mais cette musique languissante n'est finalement qu'une jonglerie pour tromper les gens. Après la Première Guerre mondiale, certains pays impérialistes ne recitaient-ils pas également leurs «bréviaires de la paix», et en réalité n'étaient-ils pas en pleine préparation pour la Deuxième Guerre mondiale? Staline le dit très bien : «Lorsque les diplomates bourgeois préparent la guer-

re, ils commencent par pousser force clameurs en l'honneur de la "paix" et des "relations amicales". Si un quelconque ministre des Affaires étrangères se met en quatre pour une "Conférence de la paix", alors sachez bien que "son gouvernement" a déjà passé commande de nouveaux dreadnoughts et monoplans. Chez un diplomate, les paroles doivent être en désaccord avec les actes, sinon quelle espèce de diplomate serait-il ? Les paroles sont une chose, les actes sont tout à fait autre chose. Les belles paroles sont le masque pour couvrir les vilaines besognes.»* Tant que l'impérialisme et le social-impérialisme subsisteront, le monde ne saura connaître la tranquillité, ni la paix «durable». Si nous nous opposons à la guerre impérialiste, nous devons nous opposer au fondement qui fait naître cette guerre : le système impérialiste. Seule la destruction du système impérialiste permettra la suppression des causes des guerres modernes.

NDLR : Les sous-titres sont de la rédaction.

* «Les élections de Pétersbourg», Staline, Œuvres, T. 2, Nouveau bureau d'édition, p. 233-236.

Immigrés

Succès de la journée portes ouvertes
au foyer Sonacotra de Nanterre

DEVELOPPER LA SOLIDARITE

Samedi 17 juillet s'est tenue au foyer Sonacotra de Nanterre, à l'initiative du comité de résidents, une journée portes ouvertes. Il s'agissait de faire connaître plus largement la lutte qui s'y mène depuis maintenant 11 mois. Des milliers de tracts avaient été distribués pour la préparer.

Dès le matin des banderoles étaient placées devant le foyer, 2 tours rondes, 1 024 chambrettes, le foyer le plus important de la région parisienne. A l'intérieur une trentaine de panneaux expliquaient l'origine de la lutte, son déroulement, retraçaient les meetings et manifestations organisés par

le comité de coordination, rappelaient les objectifs de la lutte, les expulsions de délégués par la police, la riposte de masse qu'elles ont suscité...

Des panneaux dénonçaient ouvertement les faux communistes du parti de Marchais qui s'est illustré par les pires calomnies contre les travailleurs et qui tente sans y parvenir d'empêcher les ouvriers français de soutenir leurs frères de classe immigrés.

Le premier film projeté, «Attention aux provocateurs», montrait très clairement la trahison complète du PCF et de son rejeton, le PCA, dans la lutte armée

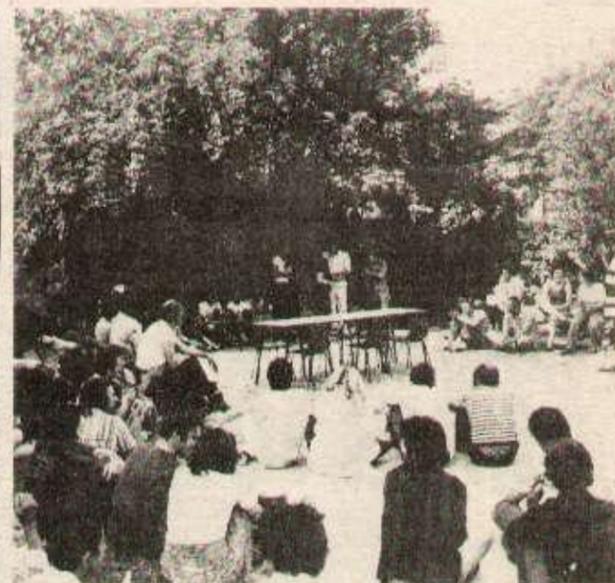
du peuple algérien pour son indépendance nationale. Le comité de résidents avait choisi ce film pour bien montrer que, de sa trahison contre le peuple algérien à son opposition aux grévistes des foyers Sonacotra, l'attitude du PCF demeure inchangée : la trahison de la classe ouvrière délibérément et sur toute la ligne.

Les participants pouvaient ensuite visiter les chambres : 3 m x 1,25 m, séparées les unes des autres par des feuilles de contreplaqué. Ainsi chacun pouvait se rendre compte concrètement de la légitimité des revendications des grévistes des loyers. Un débat suivait qui permit d'expliquer l'unité sur les revendications entre les résidents des différents foyers, la nécessaire reconnaissance du comité de coordination, refus de négocier foyer par foyer, la dénonciation de tous ceux qui s'opposent à la lutte notamment le PCF et la CGT, et la détermination des grévistes. Au cours de ce débat des membres du comité de coordination et du comité de résidents appelaient l'assemblée à se mobiliser pour la poursuite de la lutte.

La chorale «La Commune» mettait en valeur la solidarité entre les travailleurs de tous les pays et chantait les grèves exemplaires de Chaouss et des Câbles de Lyon où l'unité entre français et immigrés s'est montrée déterminante dans la lutte.

Introduit par le chant du Fath, «Biladi», le film palestinien «Kafr Kasse» était projeté. Très musicale la soirée devait ensuite permettre de resserrer les liens entre les résidents et les visiteurs. Une nouvelle chanson créée par «La Commune» disait fort justement «Le PCF traître aux ouvriers, à la Sonacotra on le dénoncera». Elle était applaudie par de nombreux travailleurs. Un groupe musical arabe permettait ensuite de faire le lien avec la culture d'origine des résidents, culture qu'ici on essaie de leur faire oublier et renier.

Malgré les calomnies et le sabotage du PCF qui ont empêché à coup sûr de nombreux travailleurs de venir au foyer, cette journée s'est avérée très positive. Elle marquera une nouvelle étape dans le développement de la solidarité autour de la lutte des résidents des foyers Sonacotra.



Au cours de la journée portes ouvertes au foyer de la rue du Parc à Argenteuil le 3 juillet dernier (photo correspondant HR).

Français et immigrés au coude à coude

Le 3 juillet, à l'appel du comité de soutien et du comité de résidents du foyer de la rue du Parc à Argenteuil, se déroulait une longue journée portes ouvertes dans une ambiance fraternelle et militante.

D'emblée, vers 16 h 30, le ton était donné par la chorale «La Commune» qui a mis son talent au service de la lutte des résidents Sonacotra.

Puis plusieurs membres des comités de coordination et de résidents du foyer animaient un débat sur les derniers événements survenus à la suite de la réintégration en France d'un délégué de Pierrefitte, Moussa Konaté, littéralement kidnappé, puis utilisé par le PCF dans sa propagande pour diviser les résidents : élément supplémentaire au dossier de la trahison de la lutte des résidents par ce parti.

Lecture a été donnée d'une déclaration du comité de soutien appelant à renforcer la solidarité entre travailleurs français et immigrés autour de la lutte des résidents, dénonçant les manœuvres de la Sonacotra et précisant que seuls le PCF et la CGT ont refusé de participer au soutien, parce que :

— ils ne reconnaissent pas le comité de coordination.
— ils critiquent la manière dont la lutte est menée par les résidents eux-mêmes.
— ils refusent de participer au comité de soutien avec des organisations qu'ils traitent de «gauchistes» et d'«aventuristes».

Un film, puis un montage-diapos sur la politique de l'immigration précité par le GISTI lançaient le débat.

Après une visite des chambres guidée par les résidents du foyer, pour ne pas couper la soirée et renforcer l'amitié entre tous les travailleurs présents, les résidents avaient préparé de succulentes brochettes, arrosées de thé à la menthe.

Une exposition de panneaux rédigés par les comités de soutien d'Argenteuil et d'Ermonville-Sannois permettaient aux visiteurs de se renseigner sur la Sonacotra, machine à profit sur le dos des travailleurs immigrés ou de se rappeler par des coupures de presse les grandes étapes de la juste lutte des résidents et de leur comité de coordination.

Vers 20 h, ce fut la troupe «Al Assifa» qui, avec une pièce à sketches : «Ali au pays des merveilles», déclina les rires et les applaudissements de l'assistance car elle démontrait bien le mécanisme de séduction et d'attraction de l'impérialisme sur les travailleurs des pays colonisés. Cette belle journée s'est terminée vers 1 heure du matin par des chants et des danses autour d'un orchestre formé par des résidents du foyer.

Avant de se séparer, un camarade du comité de soutien d'Argenteuil est intervenu pour remercier les résidents de leur accueil fraternel et tous les travailleurs français et immigrés présents pour cette chaleureuse journée qui renforce l'unité de combat des travailleurs de toutes les nationalités. Il a rappelé que les camarades du comité de soutien d'Argenteuil se tiendraient au côté des résidents, contre la Sonacotra, contre tous les diviseurs jusqu'à la victoire finale !



LE RACISME AUX COULEURS DU PCF

Le mouvement des travailleurs en grève des loyers au foyer Sonacotra de Nanterre grandit et se renforce de jour en jour. Il se développe et se durcit dans la lutte contre la direction Sonacotra et contre son bras droit, le parti révisionniste de Georges Marchais.

A ce jour toutes les tentatives de la direction Sonacotra pour faire négocier séparément le foyer de Nanterre se sont heurtées à la ferme résolution des travailleurs et se sont soldées par des échecs. Les travailleurs restent fermement d'accord sur la plate-forme de revendications du comité de coordination. Ils sont décidés à n'accepter qu'une négociation globale sur la base des justes revendications de l'ensemble des foyers.

C'est en particulier sur ce terrain de la négociation que sont intervenus les faux communistes du parti de Marchais. Mais en dépit de leur façon de se présenter comme des défenseurs de la classe ouvrière en général et des travailleurs immigrés en particulier, ces gens-là n'ont pas eu plus de chance que la direction Sonacotra. Qu'on en juge.

Un jour arborant le macaron de syndicalistes CGT une délégation du PCF s'est présentée au foyer. Elle venait pour convaincre les travailleurs de la sagesse de négocier séparément. Elle s'est fait promptement éconduire par les résidents. Cette première gifle ne devait cependant pas décourager les révisionnistes. Et quelques jours après ils collaient sur les murs du foyer un appel à la négociation séparée. Les travailleurs faisaient un juste sort à cet appel et en tapissaient soigneusement le fond d'une poubelle.

Sans doute quelque peu surpris d'être si peu appréciés par les travailleurs, les révisionnistes se voyaient réduits à faire ouvertement cause commune avec le gérant raciste du foyer. Ils collaient avec son accord et jusque dans sa loge leur fameux appel !

Puis coiffant la casquette PCF les révisionnistes se «repointaient» pour poursuivre leur propagande pourrie auprès des travailleurs. Ceux-ci les chassaient : «Paissez votre valise, votre place

n'est pas ici». Cette fois les faux communistes du PCF ne tenaient plus. Ils laissaient s'épancher librement la haine qu'ils nourrissent pour la classe ouvrière et particulièrement pour les travailleurs immigrés. «Sans le PCF, jamais l'Algérie n'aurait été indépendante» lançaient-ils rageusement !

Toutes les saletés, les manœuvres et les injures qu'ils ont reçues de sa part ont fait comprendre aux travailleurs qu'il n'est pas question de pactiser avec le PCF. Et aujourd'hui les résidents se tiennent prêts : «La prochaine fois on leur casse la gueule.» A bon entendeur salut, messieurs du PCF !

Ces faits n'ont contribué finalement qu'à souder la solidarité de classe des résidents. C'est ainsi qu'avec le soutien des communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge et d'autres militants sincères, les travailleurs immigrés ont organisé leur journée portes ouvertes. A cette occasion d'ailleurs le PCF devait encore faire la preuve de son hostilité viscérale à la classe ouvrière.

Ainsi alors qu'avec d'autres ouvriers il distribuait un tract du comité de résidents appelant à la journée portes ouvertes un travailleur de l'usine «Vermiculite» s'est vu menacé physiquement par un membre du bureau de la section de Nanterre du PCF : «On t'a vu distribuer un tract de la Sonacotra, on va te casser la gueule à la sortie.» Ce cadre du PCF qui s'était déjà distingué lors d'une grève à la «Vermiculite» n'a fait ainsi que confirmer que le parti de Georges Marchais est prêt aux pires agressions fascistes contre les travailleurs qui refusent de se soumettre à son carcan réactionnaire.

Mais cela n'entame pas la confiance des travailleurs. Au contraire. Ils souhaitent développer des initiatives de masse au niveau des foyers, grâce au comité de résidents, et au niveau national avec le comité de coordination de façon à étendre toujours plus la solidarité contre la répression policière, contre les faux communistes qui tentent de saboter la lutte et contre la Sonacotra jusqu'à la victoire.



La bataille de l'Humanité Rouge quotidien VERS LES 25 MILLIONS

SOUSCRIPTION AU 5/7/76 187 455,41 F

CDHR Dombrowski	200,00 F
2 lecteurs	730,00 F
CDHR Jdanov	200,00 F
DN	500,00 F
VCH	55,00 F
Collectif	100,00 F
PJC	5,00 F
Suppl. réabt PR	60,00 F
Id. LB	10,00 F
Id. SLP	100,00 F
Id. BS	
Nous gagnerons la bataille polit. des 25 M comme les autres, un groupe de sympathisants 1 080,00 F	
CDHR Chou En-lai pr le devel. du quot. révolutionnaire	550,00 F
Mme CC	100,00 F
Sousc. masse sur 1 quartier	180,00 F
Soutien au journal JN	200,00 F
Suppl. réabt LG	10,00 F
Une empl. CGT de l'EDF	50,00 F
Une lycéenne	100,00 F
Une institutrice	100,00 F
Paysans du SO.	104,00 F
CDHR Renaud Jean	40,00 F
CDHR Le Torrent	56,50 F
CDHR A. Marty sousc. masse	40,00 F
Suppl. réabt LBM	110,00 F
Id. JY	10,00 F
Id. MP	55,00 F
Militants et sympathisants manœuvres 220,00 F	
Anonyme (sur marché)	8,50 F
PTT	500,00 F
RLT	150,00 F
Des camarades X	150,00 F
Bâtiment	100,00 F
PVCT	100,00 F
Un cpl. sympathisants	200,00 F
Sousc. quartier popul.	20,00 F
Retour Montpellier	2,00 F
CDHR A. Marty	100,00 F
1 grpe de trav. Alcatel	180,00 F
5 camarades pr une presse au service du peuple	230,00 F
CDHR L. Michel SB	1 210,00 F
Une stagiaire AFPA PG	100,00 F
Sousc. masse aux CCP	
Soutien HR - Soutien à la presse ml qui n'a pas les moyens - Solidarité polit. Pr l'unité des ml 135,00 F	
CDHR C. Zetkin	1 100,00 F
JPH	200,00 F
CDHR Dombrowski	423,00 F
Sur un marché	17,00 F
VOT	100,00 F

LMT	50,00 F
VOT	250,00 F
2 sympathisants	20,00 F
CDHR Dimitrov C sousc. masse	15,70 F
Sur un marché du Nord	10,25 F
CDHR E. Ferrari	502,75 F
Sousc. sur un CES	150,00 F
CDHR Chou En-lai (V)	14,00 F
Cercle JCMLF Quemal Stafa (F)	10,50 F
Pr que vive notre quot.	
ALM	200,00 F
ECH	400,00 F
Commune de Paris	46,00 F
CDHR Commune de Paris BY	320,00 F
2 camarades	200,00 F
CJ	300,00 F
CDHR province	500,00 F
CDHR E. Pottier R	700,00 F
1 lecteur Berlin	100,00 F
A la porte d'1 usine SB	17,20 F
Paul C	100,00 F
1 infirmier - 1 secrétaire	200,00 F
Des postiers ml Finistère Nord (3e sousc.) 60,00 F	
1 camarade	150,00 F
LF suppl. réabt	220,00 F
1 ouvrière	15,00 F
1 stagiaire	10,00 F
1 employée	100,00 F
MI - SE	11,60 F
3 marches	32,35 F
1 mère de famille	5,00 F
1 trav. immigré	3,00 F
1 empl. Sécurité sociale (AS) S Ex	20,00 F
1 cpl. d'employés	100,00 F
Sousc. juin GG	657,00 F
Collecte de masse sur marché RJ 100,00 F	
2 copains d'atelier	
CGCT	60,00 F
CDHR E & L Duah	304,00 F
CDHR M. Audin	40,00 F
Vive la dict. du prol. 1 ouv. d'entretien à la SS 50,00 F	
Sousc. paysans du Vaucluse 400,00 F	
Suppl. réabt FB	5,00 F
Id. GC	5,00 F
Vive la dict. du prol. NH50 00 F	
Suppl. réabt BB	10,00 F
CDHR F. Marty R	500,00 F
CDHR J. Conally R	300,00 F
CDHR T. Pierre R	20,00 F
Des empl. de 2 grandes surfaces 24,00 F	
CDHR L. Michel R sur 1 marché	10,00 F

Total au 15/7/76 204792,76 F.

Date de parution du prochain journal

Comme cela avait été indiqué fin juin, le prochain numéro de notre journal sortira le 5 août sur 16 pages. Nous rappelons qu'un numéro spécial de 4 pages, vendu 0,50 F, a par ailleurs été édité pour élargir la popularisation de la lutte pour la libération du militant marxiste-léniniste lorientais Romain Le Gal. Nous appelons tous nos lecteurs, amis et camarades à passer leurs commandes à l'administration de l'Humanité rouge.
BP 61 - 75861 Paris Cedex 18



Aux usagers de la librairie Le Sel de la terre à Saint-Brieuc. Pendant la période d'été, juillet et août, la librairie est ouverte du mardi au samedi de 9 à 12 h et de 16 à 19 h 30. Le lundi, elle est ouverte de 16 h à 19 h 30.

PROFITER DES VACANCES POUR ETUDIER DE NOUVEAUX LIVRES

Nombre d'entre nous sont aujourd'hui en vacances, et mettent à profit ce temps qu'ils ont de libre pour lire un certain nombre de livres. Parmi ceux-ci se distinguent deux ouvrages au moins de parution récente.

Le premier, «1960, la grande divergence : le Parti du Travail d'Albanie face au révisionnisme khrouchtchévien» est la traduction en langue française du tome 19 des Œuvres du camarade Enver Hoxha. Il comprend notamment le discours de

d'Albanie lors de réunions à Moscou, New-York, etc. Cet ouvrage de 309 pages, publié par le Nouveau bureau d'édition, est vendu au prix de 37 F

Le second de ces ouvrages est un livre rédigé par le groupe de rédaction «Connaissance de base du parti» et publié pour la première fois en mars 1974 à Shanghai, aux Editions du peuple, à 470 000 exemplaires. Cet ouvrage, «Connaissance de base du parti communiste chinois», a été traduit

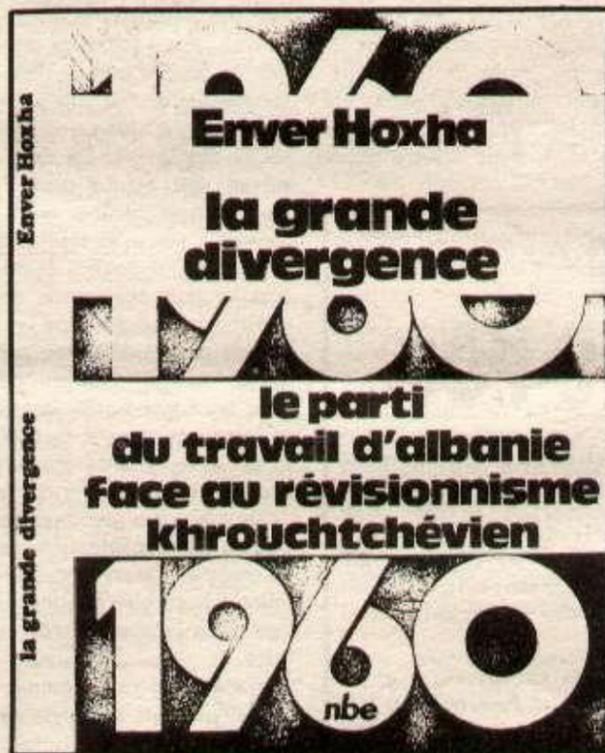


qu'est la discipline dans le parti, le style de travail, la formation des continuateurs de la révolution, les tâches des organisations de base du parti, le rôle d'avant-garde et d'exemple des membres du parti, les conditions et les modalités de leur adhésion, la conception juste de l'internationalisme prolétarien. Ce livre de 270 pages édité lui aussi par le Nouveau bureau d'édition est vendu 25 F.

Il convient d'ajouter qu'une brochure est également parue à NBE intitulée «Staline, grand marxiste-léniniste». Elle reproduit

trois textes albanais et chinois traitant des immenses tâches révolutionnaires accomplies par Staline et de leur importance historique. Comptant 32 pages, cette brochure est vendue 4,30 F.

Ces livres et cette brochure auxquels ne doit pas être consacrée une simple lecture, mais une lecture attentive, une étude, sont en vente dans les librairies : Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, 75020 Paris. La Force du livre, 33, rue R. Leynaud, 69001 Lyon. Le Sel de la terre, 4, rue du Maréchal Foch, 22000 Saint-Brieuc.



première importance prononcée par le camarade Enver Hoxha à la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers réunie à Moscou en novembre 1960, mais également un grand nombre d'interventions d'Enver Hoxha aux réunions du Comité central du parti et du Bureau politique tenues dans la même période, ainsi que de nombreuses lettres et radiogrammes adressés aux camarades représentant la direction du Parti du Travail

pour l'édition française par Danielle Bergeron. Il présente notamment dans des chapitres successifs le caractère du parti et sa pensée directrice, le programme fondamental et le but final du parti, la ligne fondamentale du parti, les principes d'une attitude juste dans le parti, celui de sa direction unique, ce qu'est le centralisme démocratique dans le parti, ce

Vient de paraître LA SANTE EN CHINE

Publiée par l'Association des amis franco-chinois.

Au sommaire : La santé dans les campagnes, les villes, les grands hôpitaux, quelques aspects particuliers de la médecine chinoise.

Cette brochure de 48 pages, abondamment illustrée, est en vente au prix de 5 F à : l'AAFC, 32 rue Maurice Ripoché, 75014 Paris ainsi que dans les librairies : Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, 75020 Paris. La Force du livre, 33, rue R. Leynaud, 69001 Lyon. Le Sel de la terre, 4, rue du Maréchal Foch, 22000 Saint-Brieuc.

Le dernier numéro de la Faucille vient de paraître.



Amis lecteurs, profitez de vos vacances à la campagne pour la faire connaître auprès des paysans.

Vous trouverez au sommaire de ce numéro : différents articles à propos des conséquences de la sécheresse, ainsi qu'un appel aux petits paysans à former des «Comités de sinistrés» pour obtenir des secours immédiats. un article sur les revendications des petits producteurs de lait. un article à propos des manœuvres du PS à l'encontre du jeune Syndicat «Paysans-Travailleurs» visant à le mettre sous sa direction, ainsi que diverses informations générales.

Prix : 1 F.

A commander auprès de l'administration de l'Humanité rouge.



culturel

LES JEUX OLYMPIQUES ET LA LUTTE DES CLASSES

En 1925, Pierre de Coubertin disait, en signe d'adieu au Comité international olympique (CIO) «malgré certaines désillusions qui ont ruiné en un instant mes plus belles espérances, je crois encore aux vertus pacifiques et moralisatrices du sport. Sur le terrain de jeu il n'y a plus ni amis ni ennemis politiques ou sociaux.» Cet idéaliste bourgeois semblait bien déçu. Mais comment pouvait-il en être autrement ? Depuis, on a dit «les Jeux olympiques c'est la guerre en chaussures à pointes». Pourquoi les jeux seraient-ils étrangers à ce qui fait le moteur de la vie des hommes : la lutte des classes ?

Les Jeux olympiques, institués par Coubertin en 1896, semblaient faits pour servir de masque

développement aigu des contradictions entre les pillards des groupes impérialistes qui commençaient à se partager le monde et les peuples exploités. Alors qu'une lutte à mort s'engageait entre nantis et pauvres dans une dimension internationale phénoménale, le baron Coubertin et ses successeurs bourgeois prétendraient camoufler cette lutte titanesque derrière un stade, où chacun, exploités comme exploités déposerait les armes en entrant ? Allons donc ! Quand il y va de sa vie, de sa liberté, de sa dignité, un peuple ne peut déposer les armes un seul instant devant son ennemi qui, lui, ne s'arrête jamais de le piller et de l'exploiter. Pendant les Jeux de Mexico, en 1968, Nixon a-t-il arrêté le massacre du peuple vietnamien ? Tant que les classes

existeront sur le globe terrestre, il n'y aura pas «d'hommes de bonne volonté» mus par les «rites sacrés du sport», il y aura un alibi à l'exploitation des peuples par quelques impérialismes : les Jeux olympiques. Le mythe de l'Union sacrée — qui n'a jamais eu de fondements, même pendant l'antiquité — craque de partout, ne résiste plus à la montée des luttes des peuples du tiers monde ; une situation qui présage elle aussi de l'éclatement final et définitif de l'impérialisme.

Peut-on imaginer, après son effondrement total, lorsque la lutte des classes aura disparu, les fantastiques rencontres olympiques où les Jeux seront dominés par le drapeau rouge des peuples libérés du monde entier ?

Les assauts du Tiers-Monde

Selon la tradition depuis leurs origines, les Jeux olympiques de-76 sont déjà marqués à leur façon par l'empreinte de la lutte des classes. Les 21^e Olympiades ont même failli voir leur existence compromise. Derrière le masque «d'union sacrée» dont la bourgeoisie cherche à affubler les JO, on trouve le vrai visage de la politique de l'impérialisme envers les peuples. C'est pourquoi de nombreuses luttes et vives réactions des peuples du tiers monde se sont manifestées à l'occasion des Jeux de Montréal (1).

IL N'Y A PAS DEUX CHINES

La Chine populaire, officiellement, ne fait pas partie du mouvement olympique qui reconnaît seulement l'île de Formose. Alors que de nombreux États et tous les peuples reconnaissent la République populaire de Chine comme la seule Chine, l'impérialisme influence encore le Comité international olympique (CIO) et empêche ainsi les valeureux sportifs chinois de représenter le quart de l'humanité.

Mais cette année l'influence du tiers monde commence à prendre le pas sur l'impérialisme : le gouvernement canadien qui reconnaît, depuis 1970, la Chine populaire, a protesté auprès du CIO contre la présence aux Jeux de Taiwan sous le nom de République de Chine. «Oui aux Taiwanais, mais en tant que Taiwanais» dira Trudeau, le président du Canada. Aussitôt, bien entendu, les USA réagissent (ainsi que l'Uruguay, le Chili et le Brésil) en exigeant le maintien de Formose par la menace de ne pas participer aux Jeux. Mais devant l'évidence de la réalité, le CIO, mettant en minorité certains de ses membres à sa session du 13 au 16 juillet, décide de n'accepter Taiwan qu'en tant que Taiwan. Le Comité olympique de Formose refuse de participer. Ainsi, dans les faits, la Chine populaire est de plus en plus reconnue comme seule Chine par les organismes sportifs internationaux. Les Jeux de 1980 seront sur ce problème un véritable test dans la mesure où ils se dérouleront à Moscou et surtout parce que les dirigeants du Kremlin ont eu à propos de cette affaire une attitude digne des impérialistes US. Pavlov,

chef de la délégation soviétique, a en effet déclaré qu'il félicitait le CIO pour ses efforts déployés pour permettre aux athlètes de Formose de participer aux JO. L'URSS, qui entretient des relations avec Taiwan, n'hésitera certainement pas à accepter en 1980 la participation de Formose comme représentant de la Chine.

Mais Pavlov ne s'en est pas tenu là.

LA LUTTE CONTRE L'APARTEID

A propos de la protestation des pays africains et de la menace de leur non-participation aux Jeux contre le soutien du CIO à la politique de l'apartheid, Pavlov a répondu : «Je pense personnellement que cette forme de lutte, qui consiste à se retirer des Jeux n'est pas efficace. Il faut quand même penser aux athlètes qui pendant 4 ans se sont préparés pour les Jeux. La fête du sport doit avoir lieu malgré tout.» Comment croire cette crapule, traître aux peuples africains, quand il poursuit : «Nous sommes ENTIEREMENT SOLIDAIRES avec ceux qui luttent contre l'apartheid» ?

Le rapprochement n'est pas si difficile à faire avec l'estimation raciste de l'Afrique du Sud — qui est heureusement interdite de séjour aux Jeux — selon laquelle, de toute manière, si les pays africains ne participent pas aux Jeux, leur «contribution au monde des sports et aux Jeux de Montréal est "négligeable".»

Pourquoi les impérialistes et les racistes s'énervent-ils tant ?

L'AFRIQUE BOYCOTTE LES JEUX

Suite à une décision de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), 16 pays africains ont protesté contre la participation des athlètes de Nouvelle-Zélande, pays qui entretient de nombreuses relations avec l'Afrique



Tommy Smith à Mexico.

du Sud et qui, en particulier, faisait jouer sa fameuse équipe de rugby, les «All blacks», dans le pays de l'apartheid, alors que plus d'une centaine de noirs étaient massacrés à Soweto par le gouvernement raciste de Vorster ! Face au refus du CIO devant cette protestation, plus d'une vingtaine de pays du tiers monde africains et arabes ont refusé de participer aux Jeux. Ce sont l'Ouganda, la Zambie, la Tanzanie, l'Algérie, l'île Maurice, la Nigeria, la Somalie, le Tchad, le Kenya, l'Éthiopie, le Ghana, le Congo, le Soudan, Madagascar, le Zaïre, l'Irak, la Lybie, le Malawi, le Togo et la Gambie. On pourrait pratiquement enlever un anneau aux 5 qui figurent symboliquement sur le drapeau olympique : celui du continent noir. Les bourgeois racistes crachent leur bave : Georges de Caunes qui a participé, soi-disant en passant, au film «Les derniers cris de la savane» pour lequel de véritables massacres et tortures d'Indiens ont été perpétrés sur la demande des cinéastes pour pouvoir tourner leur film (2), De Caunes donc estime que les pays africains n'ont pas prouvé par ces actes leur degré d'évolution ! Quand le tiers monde lutte, l'impérialisme tremble et crache sa terreur et sa haine des peuples.

(1) On a pu voir des athlètes libanais défilés avec une banderole «Paix, unité et liberté».

(2) Voir «Feuille foudre» No 5.

Les jeux et les travailleurs canadiens

La grosse machine des Jeux Olympiques qui s'est installée pesamment à Montréal, dans le Québec fait peu de cas des travailleurs de la ville et de ceux du Canada en général. Pourtant, depuis de nombreux mois leur vie a beaucoup «changé». Mais personne n'en parle, surtout pas le gouvernement Trudeau.

L'énorme dépense pour les Jeux (près de 10 milliards de dollars) englobent les deux milliards de dollars finalement déboursés par la ville de Montréal pour la construction des bâtiments de compétitions sportives. Après que tout le monde se soit servi en pots-de-vin, en «bavures», comme la mafia qui dirige le Syndicat de construction (voir HR du 12 février 76), ou comme plus de 300 entreprises capitalistes qui vont battre leurs records de vente grâce à l'apposition sur les produits du symbole des Jeux olympiques (moyennant une petite ristourne aux Comités des Jeux), ce sera finalement la population travailleuse de Montréal, du Québec et du Canada tout entier qui payera de sa poche. Déficitaire d'un milliard de dollars et endettée de presque autant, la municipalité de Montréal participe allégrement à la hausse des loyers pour les travailleurs : les propriétaires s'en donnent à cœur joie pour augmenter les loyers sous prétexte des Jeux : certains loyers reviennent à 100 dollars par nuit (près de 500 F) ; quelqu'un s'est vu offrir un deux-pièces 1 000 dollars (près de 5 000 F) pour un mois !

Mais ce n'est qu'un aspect. On prévoit déjà une hausse des impôts municipaux, de nouvelles taxes sur les cigarettes, sur l'assurance-maladie. L'autofinancement des Jeux par loteries, timbres, pièces de monnaie n'est qu'une fiction et constitue en fait une nouvelle forme d'impôt.

Pendant ce temps-là, l'armée et la police, sur le qui-vive — pour protéger les Jeux — coûtent la bagatelle de 120 millions de dollars ! Qui va payer ?

Pour soi-disant faire face au «terrorisme» la bourgeoisie canadienne a mis en place près de 16 000 soldats et policiers.

Policiers et soldats contrôlent les installations olympiques, les grands immeubles, les hôtels, les usines de l'Hydro-Québec qui alimentent les Jeux en électricité, les hôpitaux. Ils occupent les écoles (Pour pouvoir se loger) : donc pas de cours pour les élèves, etc.

Le même prétexte de protection des Jeux a permis de faire des «visites» et des perquisitions depuis plusieurs mois chez les militants politiques. Les communistes et les progressistes sont constamment surveillés. Les immigrants arabes ont fait l'objet de poursuites et même de déportations expéditives et définitives ! Le gouvernement canadien s'apprêterait même à passer de «nouvelles» lois d'urgence permettant l'arrestation préventive des militants pendant les Jeux.

La bourgeoisie en profite également pour forcer les travailleurs en grève à reprendre, comme ceux de Téléglobe (retransmissions mondiales des Jeux), pour faire des pressions sur ceux des hôpitaux actuellement en grève contre les mauvaises conditions de travail ou sur ceux de la Régie des alcools ou de l'Hydro-Québec.

Pour terminer ce glorieux palmarès, sachez que cet été, les travailleurs n'auront ni piscines, ni parcs pour leurs loisirs (tout est réquisitionné) et que les établissements luxueux des Jeux olympiques, après les jeux, seront non pas pour le service public, mais pour les équipes sportives professionnelles.

Cet été, le Théâtre de l'Olivier joue «Le temps des cerises»

Jusqu'au 8 août : Festival d'Avignon — MJC Croix des Oiseaux
Lundi 9 août : Apt (Vaucluse)
Mardi 10 : Octon (Hérault)
Mercredi 11 : Octon (Hérault)
Vendredi 13 : Vinsorbes (Drôme)
Samedi 14 : Cabrières d'Aigues* (Vaucluse)
Dimanche 15 : Cap d'Agde* (Hérault)
Lundi 16 : Gruissan* (Hérault)
Mercredi 18 : La Garde Freinet (Var)
Jeudi 19 : Figanières (Var)
Dimanche 22 : Les Arcs (Var)
Mardi 24 : Martigues (Bouches-du-Rhône)

* sous réserve

Théâtre de l'Olivier

27, rue du 11 Novembre

13100 — Aix-en-Provence — tel. 26.34.55

l'Humanité Rouge

UN MILLIER A LORIENT

Ce sont environ un millier de personnes qui se sont rassemblées le dimanche 11 juillet à Lorient, pour exiger la libération de Romain Le Gal. Durant toute la journée, de nombreuses discussions ont pu avoir lieu autour des stands dénonçant les diverses manifestations de la répression, contre les ouvriers, les paysans, les étudiants. On notait notamment la présence de représentants des travailleurs de chez Garnier à Redon dont plusieurs ont été condamnés à des peines de prison, de paysans-travailleurs en lutte contre l'expulsion des fermiers Mouillé à Cheix-en-Retz et qui le 6 juillet ont été matraqués par la police, de représentants des étudiants de Nantes inculpés au titre de la loi anticasseurs.

Étaient également présents J. Papinsky ainsi que Daniel Bouvet, auteur d'un livre sur la répression chez Citroën : «L'Usine de la peur».

Au nom des communistes marxistes-léninistes de France André Druésne devait prendre la parole.

La section de Lorient du Parti communiste marxiste-léniniste de France faisait parvenir au rassemblement un message déclarant notamment à propos de l'attitude des dirigeants du PCF :

«... — alors que l'indignation populaire était grande à Lorient et dans la région, ils se sont dans un premier temps trouvés contraints à prendre position. Et comme cela s'était déjà passé pour la Sogemat par exemple — une entreprise parmi tant d'autres sur la zone industrielle de Kerpont qui a fermé ses portes et licencié plus de 100 ouvriers — ils ont formé un cartel d'organisations, pour un soutien en paroles, pour demander les raisons des arrestations, alors qu'ils les connaissaient parfaitement.

» — ils ont tenu un meeting où ils se présentaient comme des défen-



seurs des libertés, initiative sans lendemain, qui avait pour seul but de récupérer, à leur profit, la colère des travailleurs de Lorient pour leur Programme commun.

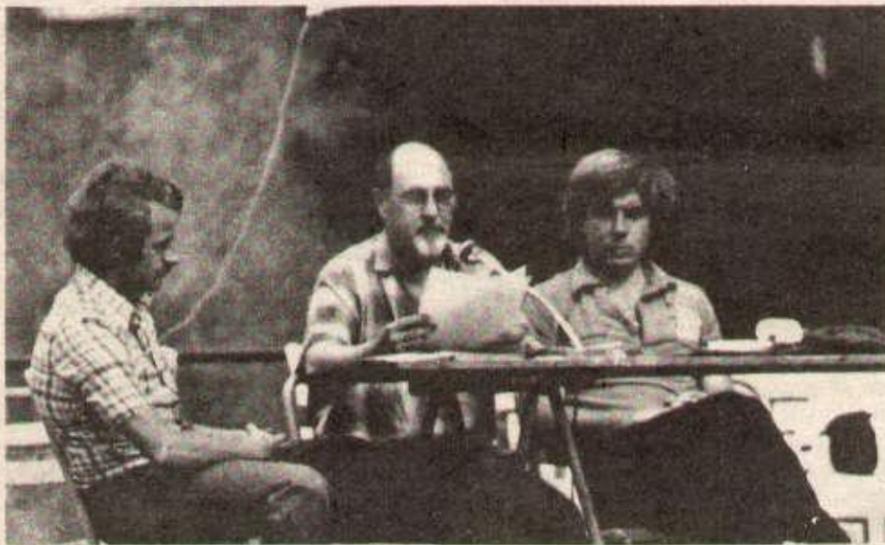
» — pendant ce temps, ils ont cherché à dénigrer les marxistes-léninistes inculpés, lançant calomnies et ragots contre eux, n'ayant même aucun scrupule à avouer qu'ils recevaient des informations des Renseignements généraux, et s'en faisant à leur tour les porte-paroles !

» — en dehors de Lorient s'est établi un véritable complot du silence, auquel ont participé activement toutes ces organisations qui se disent de gauche ou «démocratiques», et qui se sont bien gardées d'informer leurs militants et les travailleurs que Romain Le Gal, ouvrier marxiste-léniniste était maintenu en prison pour ses idées. C'est ainsi que dans des départements

pour saboter l'unité qui s'impose dans la riposte pour libérer Romain !

» Le PCF et tous ses beaux acolytes du Programme commun se montrent une fois de plus comme les meilleurs défenseurs de la légalité bourgeoise, c'est-à-dire de l'ordre des patrons. Déjà le PCF appelait à l'interdiction du Parti communiste marxiste-léniniste de France en 1968, et obtenait satisfaction. Déjà Marchais criait à la provocation lors de l'assassinat de l'ouvrier Pierre Overney. Ces faux amis n'ont d'autre souci que leur rivalité de clan avec les autres partis bourgeois pour la conquête de sièges parlementaires.

» Ils se comportent dès aujourd'hui en collaborateurs zélés de la répression bourgeoise. Mais attendons-nous que demain, s'ils venaient au pouvoir, ils se servent à leur tour des lois et de l'appa-



Le camarade André Druésne prend la parole au nom des communistes marxistes-léninistes de France (photo HR).

DES NOUVELLES DE ROMAIN

Afin que nos lecteurs soient informés de la situation de Romain Le Gal, nous avons demandé à sa mère de nous raconter comment s'était déroulée sa dernière visite à son fils. Voici ce qu'elle nous a dit :

«On est arrivé à Fresnes vers 15 h 20. Cette fois on était dans le parloir avant Romain, d'habitude il nous attendait. On a parlé une heure comme d'habitude mais cette fois il avait demandé un quart d'heure de plus. Il m'a surtout interrogée sur les comités, qui y participe. Il me demande ce qui s'est passé, comment se déroulent les réunions, s'il y a du monde.

» J'ai trouvé qu'il se portait bien, il a toujours bon moral. Il est au courant de tout ce qui se passe. Toute les semaines je lui écris pour lui expliquer.»

Face à la répression, Romain tient bon et conserve un haut

moral. Il affirme : «Je refuserai toujours de me faire juger par des représentants de la bourgeoisie, seuls les ouvriers et petits paysans ont un droit de regard sur ce que je fais».

Il suit de près les manifestations et meetings qui se tiennent pour sa libération notamment en lisant «l'Humanité rouge» qui malheureusement ne paraît plus quotidiennement jusqu'en septembre. «J'ai perdu un bon compagnon, dit-il, le quotidien HR». Les nombreuses lettres qu'il reçoit sont pour lui un soutien important.

En prison où la chaleur se fait beaucoup ressentir, il est révolté à l'idée que ce sont les petits paysans qui paient les conséquences de la sécheresse.

Plus que jamais, il est décidé à poursuivre le combat et affirme : «Je sortirai d'ici la tête haute et fier de mon idéal».



pourtant voisins du nôtre, les travailleurs communaux syndiqués à la CFDT, dont Romain fait partie, ont été laissés dans l'ignorance de ce qui se passait à Lorient, comme si ça ne les regardait pas.

» On ne peut appeler une telle conception de la solidarité autrement que : trahison ! Traîtres ceux qui ont tout fait pour étouffer la solidarité à Lorient, prétendant qu'il s'agissait d'irresponsables payés par le ministre de l'Intérieur ! Traîtres ceux qui ont tant fait pour éviter que le mouvement de solidarité ne se développe, en disant qu'il s'agissait d'une "affaire purement locale" ! Traîtres ceux qui crient aux "diviseurs" mais font tout

reil répressif bourgeois, pour les tourner contre le peuple.

» Décidément, dans la lutte contre la répression, il y a bien 2 camps qui se sont dessinés : celui de la bourgeoisie, dans lequel se rangent les dirigeants sociaux-fascistes du faux Parti communiste français et tous les «superdémocrates» de l'Union de la gauche, et celui de la classe ouvrière et du peuple, qui ne doit compter que sur lui-même et ne pas s'en remettre à quelque politicien bourgeois que ce soit.

» Ouvriers, paysans, simples travailleurs, nous sommes la majorité, la force et l'avenir sont de notre côté : la répression, nous l'écrasons !»